Vendredi

L'hebdomadaire des Socialistes

Troisième année - N°91- Vendredi 22 février 1991 - ISSN 0995-0583 - Prix 6 F



Coll. Fondation Jean-Jaurès

VOTRE COURRIER

Maurice Pic est mort.
Notre camarade Maurice est mort : c'est une grande figure de la république socialiste qui part. Il avait consacré 45 ans de sa vie à la Drôme et à Montélimar. Fidèle à ses convictions, il avait été le fondateur des Jeunesses étudiantes socialistes dans le Vaucluse. Ses qualités, son dévouement, ses compétences avaient fait de lui, à plusieurs reprises, un ministre de la gauche socialiste. Combattant dès juin 1940, puis résistant, il avait fait sien le mot de Jean Jaurès "aller à l'idéal et comprendre le réel".
De la part d'anciens camarades de la première heure du Vaucluse.

■

Je n'apprécie pas plus la guerre du Golfe que les "75" et autres mouvements pacifistes. Pourtant, certaines questions me troublent.
- Négocier à tout prix avec quelqu'un qui ne veut pas négocier, est-ce œuvrer pour la paix ?
_ Saddam Hussein a-t-il négocié avant d'attaquer l'Iran, avant de massacrer les Kurdes, avant d'annexer par la force le petit Koweït ?
_ Les mêmes pacifistes peuvent-ils organiser des manifestations en Irak ?
Je pense que ces mouvements se trompent et qu'ils s'efforcent d'oublier qu'un Saddam Hussein peut faire encore beaucoup de mal aux pays qui l'entourent, ainsi qu'aux Irakiens eux-mêmes.
Bernard Pelouin - Jumeaux (63)

■

Pour éviter qu'une guerrre n'éclate périodiquement dans la région, ces événements montrent la nécessité d'une conférence internationale déjà proposée par le président Mitterrand. Bien qu'elle soit nécessaire pour assurer la sécurité d'Israël, l'attitude des gouvernants de ce pays n'est guère encourageante. Mais il faut s'y employer inlassablement. Fondé ou non, les populations arabes doivent de leur côté surmonter leur ressentiment et s'engager pour une politique d'avenir. Certains chez eux l'ont compris.
Cela dit, l'intervention militaire était-elle justifiée ? Question angoissante. Après les hécatombes de ce siècle, la guerre est proscrite en Europe. On est épouvanté de la voir resurgir au Proche et Moyen-Orient, culpabilisé d'y sacrifier des vies. Mais il faut aussi mesurer les conséquences de la capitulation. Albert Einstein, le pacifiste, s'était attiré au début la réprobation de ses amis en prenant subitement parti pour la lutte armée contre le nazisme. Certes, nos frontières ne sont pas menacées. Mais, né dans le sang, le régime irakien se perpétue dans le sang. Avec les ressources militaires et économiques dont Saddam eût disposé, il aurait dans l'avenir menacé la région, probablement détruit Israël, mis en danger les intérêts vitaux et la sécurité du monde dans des conditions de riposte plus mauvaises pour nous.
Soyons attentifs à tout signe de paix mais, par impossibilité de dialogue, la contrainte s'imposait pour barrer la route à ce conquérant habile et impitoyable. Les coalisés ont commencé par l'embargo, puis sont passés à l'ultimatum. L'histoire montre que la sanction par l'embargo n'a jamais été payante. Quoiqu'il nous en coûte, on ne pouvait faire que de passer à l'ultimatum.
Une dernière question : la France devait-elle participer à l'intervention militaire engagée par les Etats-Unis ? Le président français a compris que notre pays, puissance mondiale, particulièrement présent en Méditerranée, ne pouvait pas être seulement spectateur, donc écarté de l'édification d'un nouveau droit international et en laisser la plus grande initiative aux Etats-Unis.
Le Pol Pot irakien avait élaboré son plan au moment de l'opposition Est-Ouest, quand toute initiative de l'Occident se heurtait à l'Union Soviétique. Il n'a pas pris en compte que cet antagonisme avait disparu en laissant des armements considérables. A cause des violations du droit international non sanctionnées, il s'est cru autorisé à envahir le Koweït. Il ne s'attendait pas à une telle réaction de la communauté internationale.
La violation du Liban par Assad était aussi détestable. Bien qu'injuste, la détention par Israël de la Cisjordanie, prise à l'issue d'une guerre qui lui a été livrée, n'a pas en droit la même portée. L'une et l'autre n'ont pas été aussi inquiétantes pour notre sécurité. En raison de la menace particulière que représente le régime irakien, notre non-intervention passée ne doit pas servir d'alibi pour ne pas intervenir aujourd'hui. Les problèmes du Liban et de la Cisjordanie devront se résoudre par une, voire plusieurs conférences internationales.
Au regard des erreurs passées, notamment lors de la guerre d'Algérie, on peut comprendre la réaction affective des pacifistes devant la guerre du Golfe. Cependant, leur conception est faussée. Trop de prudence devient dangereux. Il faut s'attacher à une autre forme du pacifisme : le contrôle des ventes d'armes. Le refus de se voir imposer la violence des autres nous condamne à prévoir un budget militaire proportionné à l'agressivité qu'ils manifestent. L'exportation des armes ne trouve pas cette justification. Ceux qui, peu nombreux dans le passé, s'opposaient à ce commerce trouvaient peu d'écho. Aujourd'hui, avec les progrès techniques, ces données sont bouleversées. Le chef terroriste d'une petite puissance peut répandre l'horreur à grande échelle. Dans sa dernière émission télévisée, le président de la République a parlé ce langage nouveau du contrôle des ventes d'armes. Il n'a pas encore eu l'attention méritée. La communauté internationale doit construire dans ce but un organisme efficace. Réalisation difficile dans notre société, mais combien nécessaire.
Roger et Monique Poulet
Saint-Claude (39)

■

Je suis socialiste chromosomiquement ; mon père militait à la section de Saint-Denis (93) avant guerre, celle de 1940. Habitant avant 1914 dans les pays envahis, il avait été déporté en 1916, à l'âge de 16 ans, ayant refusé de travailler pour les Allemands. Il avait été placé dans un bataillon de représailles, ancêtre des camps de la mort. Mon grand-père, lui, militait à Péronne à la fin du siècle dernier. Il disait toujours : "nous, les prolétaires, il faut nous unir", j'ai moi-même milité aux Etudiants socialistes en 1945 et fus secrétaire des Jeunesses socialistes à Saint-Denis, à la Libération.
Tout cela pour vous dire que je suis antimilitariste, contre la guerre... mais que cela veut-il dire dans un monde qui explose périodiquement parce que surchargé d'armes destructrices ? La liberté, la démocratie, le droit des peuples, que feraient-ils pour se faire respecter, s'il n'y avait pas d'armes ?
Aujourd'hui, il y a un nouvel Hitler au Moyen-Orient, prêt à annexer ses voisins et, si possible, une partie de l'Europe. Il y a encore et toujours les mêmes libérateurs venus de la jeune Amérique mais, surtout, il y a notre expérience d'un passé tout proche. Heureusement !
Alors, tous jeunes et moins jeunes derrière notre président pour l'anéantissement du dictateur Saddam Hussein et courage à ceux qui nous défendent avec tant d'abnégation !
Lucette Matelak-Delamour - Nesle (80)

■

La guerre du Golfe et notre parti : le danger d'une dérive. "Le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire."
C'est sur cette citation de Jean Jaurès que je commencerai à vous faire part de mes ressentiments fraternels alors que notre pays est lancé dans une guerre qui devait être fulgurante aux yeux des "experts" et qui pourrait être longue et pleine de pénibles imprévus.
Notre président, après avoir œuvré jusqu'au bout pour éviter l'irréparable, notre gouvernement, à l'exception de son ministre de la Défense depuis démissionnaire, la grande majorité des parlementaires de notre parti ont accepté, bien entendu à contrecœur, la guerre pour libérer le Koweït.
Mais restons prudents : après 1981, malencontreusement, préférant se plier à la raison d'Etat, la France a honoré ses engagements avec l'Irak... Elle a même apporté une aide militaire supplémentaire, comme le Royaume-Uni et l'URSS, au moment de la guerre contre l'Iran déclenchée par l'inévitable Saddam Hussein, assassin des Kurdes, des mollahs, et d'autres opposants à son régime. Le "méchant" d'alors, nous disait-on, c'était Khomeyni.
Ce cruel souvenir doit nous rendre plus humbles aujourd'hui. Les raccourcis historiques -le rappel des accords de Munich cédant à Hitler les Sudètes- sont parfois trop simplificateurs et trompeurs. Ils amènent aussi à se servir en ces circonstances délicates de notre référence commune : Jean Jaurès. Certains se sont servis de sa mémoire pour contester la guerre. D'autres, tel le président de la commission histoire du PS, Louis Mexandeau, le récupèrent pour faire accepter la logique de guerre. En tant que professeur d'histoire, une récupération semblable me paraît inacceptable. Peut-être les pacifistes, dont je suis, ont-ils tort. Alors, comme disait Max Gallo : "La réalité nous démentira, nous serons balayés et on dira : ce sont des gens qui n'ont rien compris."
Peut-être ont-ils raison et auront-ils eu "le courage de le dire", puisqu'ils avaient eu "raison contre la majorité du Parti".
C'est au nom du droit international, nous dit-on, que la guerre trouve sa légitimité. Après la guerre, nous pourrions construire un "nouvel ordre mondial bâti sur la paix et la justice". Ce vœu pieux paraît malheureusement fragile. Non seulement les "forces du droit" compteraient le régime marocain, qui viole pourtant ce droit au Sahara occidental, comme nous le rappelait dernièrement la présidente de "France-Libertés" Danièle Mitterrand ; mais aussi la Turquie, qui viole ce droit à Chypre ; la Syrie, qui le viole au Liban ; Israël, qui le viole impunément depuis 1967 à Gaza et en Cisjordanie. Les Etats-Unis sont à la tête de ces forces du droit. A-t-on oublié les responsabilités de la CIA dans l'assassinat de Salvador Allende ? A-t-on oublié leurs agissements sur le continent américain qu'ils considèrent comme une chasse gardée ?
L'alibi du "droit international", enième dérive, semble être à géométrie variable. Le droit défendu aujourd'hui sent le pétrole, les intérêts capitalistes, nous le savons. Cette guerre est une impasse, il nous faudrait en sortir sous peine de voir se lever contre nous le monde arabe et musulman humilié, déçu de l'attitude française depuis le 15 janvier ; sous peine de voir se lever le monde misérable du Sud qui n'a plus grand-chose à perdre contre les nantis du Nord...
Si notre pays s'enfonce dans le conflit, pourra-t-il faire entendre sa différence ? La France pourra-t-elle exiger avec crédibilité la conférence internationale sur la paix au Proche-Orient qu'elle réclame depuis l'accession au pouvoir de François Mitterrand ?
Jacques Brenu - Pranles (07)

■

La paix revenue, il y aura de beaux déballages. Les guerres ont toujours été le résultat de luttes d'influence, d'ambitions territoriales, d'intérêts camouflés des classes dirigeantes et d'incompréhensions totales des uns et des autres. Celle-ci ne semble pas faire exception à la règle. Si, aujourd'hui, le dictateur sanglant de Bagdad est à la tête d'un formidable potentiel de destruction tous azimuts c'est bien entre autres parce que tous les pays industrialisés lui en ont donné les moyens ! Avec la complicité bienveillante ou non des autorités en place.
Alors, faisons notre mea culpa et reconnaissons que nous récoltons ce que nous avons semé. La logique des compromissions aboutissant à la logique de guerre. Tout a été fait, pour fournir au pyromane de Bagdad les matériaux et les éléments nécessaires au déclenchement de l'incendie. Il ne manquait plus que l'étincelle.
Robert Fourré - Romorantin (41)

■

Vendredi
10, rue de Solferino
75333 Paris cedex 07
Télex : 200 174
Télécopie : 45.51.47.03
Service abonnés : 45.56.78.57
Téléphone :
pour joindre directement votre correspondant, il suffit de composer 45.56...(précédé du 16-1 si vous appelez de province) suivi des 4 chiffres qui figurent entre parenthèses à la suite de chaque nom

DIRECTION
Directeur de la publication : Bernard Roman (78.48)
Comité de direction : Jean-Pierre Becquet, Jean-Marcel Bichat, Pierre Brana, Philippe Dorthe, Pierre Guidoni, Gérard Le Gall, Gérard Lindeperg, Arnaud Massip, Pierre Moscovici, François Rebsamen, Bernard Roman, Françoise Seligmann, Daniel Vaillant.

REDACTION
Rédactrice en chef : Lyne Cohen-Solal
Directeur de la rédaction : Jacques Garat (78.58)
Secrétaire gal de la rédaction : Jacques Goubin (78.82)

Politique : J.-Pierre Bédéï (78.73)
Economie : Monique Grima (78.70)
Idées : Bernard Chaouat (79.01)
Société : Patricia Jaffray (78.94)
Régions : Maryline Trassard (78.71)
International : Ghislaine Toutain (78.55)
Secrétaires de rédaction : Vanda Gervasio (78.61) Taoufik Khatib (adjoint) (78.54)
Maquette : Flavienne Allar (78.92)
Photo : Pascal Lebrun (78.53)
Secrétariat : ..... (77.92)

ADMINISTRATION, GESTION
Madeleine Darbel (78.44)
Annick Jacquet (77.96)

ABONNEMENTS ET SERVICE LECTEURS
Marie-Reine Jost (78.57)

PUBLICITE
Pyramid Conseil - (16.1) 43.70.86.80

FABRICATION
Photogravure, montage : Dawant - Paris
Impression : Avenir Graphique - Torcy
Routage : Inter-routage - Aubervilliers / Bottin-direct - Paris

N° Commission Paritaire : 10.889

"Vendredi" est édité par les Nouvelles Editions de l'An 2000

Crédits Photo : E. Bouvet / Gamma (p. 1) ; Chesnot / Sipa-Press (p. 3 et 14) ; Pierre Verdy / AFP (p. 11) ; Iris / Sipa-Eco (p. 13) ; D. R. (p. 16) ; Daniel Lescroat (p. 17) ; Michael Lewis / Sipa-Press (p. 19) ; Giraudon (p. 20) ; D.R. (p. 20) ; Cheung Ching Ming (p. 21) ; autres P.L.

Ce numéro a été tiré à 252.000 ex.

Prochain "Vendredi" le 8 mars

CETTE SEMAINE

2 Courrier

POLITIQUE

4 Le budget 1991 du PS
5 • Priorité nationale : l'intégration
• Verts et Front national
• Pierre Mauroy
6 Tribunes :
• Michel Debout
• Gérard Le Gall
• Gérard Lindeperg

INTERNATIONAL

8 • Gérard Fuchs
• Le potentiel militaire de l'Irak
9 Alliés, les opinions :
• Espagne
• Royaume-Uni

11 à 13 **DOSSIER**
La crise et l'économie
11 Des secteurs en difficulté
12 Chômage partiel
13 Renault

ECONOMIQUE ET SOCIAL

14 • La CGT a perdu Billancourt
• Syndicalisme universitaire



▲ Henri Emmanuelli : budget du PS (p.4)



▲ Sang-froid et interrogations (p.9)



▲ Billancourt : la CGT passe la main (p.14)



▲ La mise en place des cycles (p.15)

SOCIETE

15 Les cycles à l'école

REGIONS

17 Le Sud-Toulois

VIE PRATIQUE

18 Le cautionnement

CROQUIS

19 • Le bloc-notes de Claude Estier
• Virgil Tanase
• Le dessin de la semaine

CULTURE

20 • "il" a mauvais genre
• Cinéma : "L'Eveil"
• Télévision
21 • Une contrebasse pour la liberté
• Revue des revues
22 • Post-scriptum
• Agenda spectacles

INVITE

23 Jean-Pierre Rampal

La Convention nationale prévue par le BE du 6/2 se tiendra à Paris les 6 et 7/4

■ AGENDA ■

• **3614 code PS** : vos questions sur le Golfe. Le 26 fév., de 18 à 20h, avec Jean-Jacques Queyranne. Prochain invité : Gérard Fuchs.

• **Première conférence européenne des travailleurs des P et T :** le 2 mars, à Paris, hôtel Novotel, porte de Bagnolet. Avec Marcel Debarge, Michel Debout et Paul Quilès. ☎ 45 56 77 67.

• **Journée internationale de la femme :** Michèle André, secrétaire d'Etat aux Droits des femmes, aux Entretiens du jeudi, le 7 à 20h, au siège du PS. Se présenter muni d'un exemplaire de "Vendredi".

• **Colloque "Où en sont les femmes ?" :** le 9 mars, à Paris. Avec Michèle André, Marcel Debarge, Lionel Jospin, Yvette Roudy, Jean-Pierre Soisson. 28bis, rue Saint-Dominique, 75007 Paris. ☎ 45 56 77 70.

• **Réforme de l'aide légale.** Une journée d'étude avec Henri Nallet, le 9, de 9h30 à 17h, 10, rue de Solferino, 75007 Paris. ☎ 45.56.77.45

• **Se former aux techniques d'animation :** du 23 au 27 mars, à Risoul (05), stage destiné aux responsables des sections et des fédérations. ☎ 45 56 78 68.

• **La politique industrielle,** colloque avec Gérard Collomb et Michel Debout. Le 26 mars, à Paris (lieu à préciser). ☎ 45.56.78.07.

Saint-Germain-en-Blé

Philippe Séguin et Michel Noir avaient répondu "oui" à la demande gouvernementale de solidarité financière intercommunale, tandis que Jacques Chirac s'épanchait auprès de ses électeurs et faisait savoir que, si c'était le cas, la ville de Paris ne donnerait pas un sou pour le projet "Météor."
Michel Péricard, maire de Saint-Germain-en-Laye, est plus carré : il a repoussé le vote du budget municipal en signe de protestation. Ce magistrat si sourcilleux des deniers des contribuables avait pourtant alerté la collectivité nationale pour que l'autoroute ne traverse pas la forêt de Saint-Germain, et il avait obtenu gain de cause.
Mais pour aider les quartiers en difficulté, il reste de bois.

J.R.

le budget 1991 du Parti socialiste

Avec la loi du 15 janvier 1990, s'ouvre une nouvelle existence pour les partis politiques. Les partis existent et leurs activités aussi, puisqu'elles ont enfin les moyens nécessaires, soit par dotation de l'Etat, soit par participations privées dûment déclarées. La modernisation de la démocratie française ne s'est pas faite sans peine ni douleur, mais nous y sommes. Conformément aux dispositions du texte, le Parti socialiste a désormais un budget public où apparaissent en toute clarté ressources et dépenses. Henri Emmanuelli, trésorier du Parti, qui en a eu la lourde responsabilité avec la direction du PS, présente les problèmes qui se sont posés pour cet exercice d'un genre nouveau.

"Vendredi". Pour la première fois de son histoire, le Parti socialiste publie son budget. Pourquoi ?

Henri Emmanuelli. Jusqu'à maintenant, on vivait en pleine hypocrisie. Les partis politiques étaient censés vivre avec le seul argent des cotisations et des souscriptions !

Désormais, le budget de l'Etat contribue au financement des partis par une dotation annuelle. En outre, les dispositions de la loi permettent aux entreprises et aux particuliers de participer légalement, par des dons déductibles, au financement des partis qui doivent, pour en bénéficier, constituer des associations de financement agréées. Ce que le PS a fait.

La combinaison de ces deux éléments permet désormais d'établir des budgets réalistes et transparents !

C'est, je crois, un grand progrès pour notre démocratie qui a mis beaucoup de temps à se rendre à l'évidence !

Enfin, la limitation des dépenses électorales est, elle aussi, très importante et va dans le même sens de moralisation et de transparence.

En quoi consiste précisément la loi sur le financement des partis politiques ?

Il s'agit d'un dispositif et d'une législation nouveaux qui demandent pour leur application que beaucoup de questions juridiques et comptables soient résolues. Elles le sont au fur et à mesure par la commission compétente qui secrète toute une jurisprudence.

En outre, la mise en place des associations de financement correspond à un système nouveau qui doit changer en profondeur les comportements et les états d'esprit. Cela ne se fait pas en un jour ! Mais pour ce qui nous concerne, nous avons décidé de donner l'exemple et de jouer la transparence complète.

Une ligne du budget est consacrée à la liquidation du bureau d'études du Parti socialiste. Le Parti socialiste en a-t-il vraiment terminé avec cette structure ? Comment l'a-t-il liquidée ?

Le PS -et lui seul- a été injustement montré du doigt dans un énorme concert d'hypocrisie qui n'a d'égal que la cécité dont avait fait preuve, jusque-là, tous ses censeurs vertueux ! Il est pourtant le seul à ma connaissance à avoir mis ses bureaux d'études en liquidation judiciaire amiable dès le début de l'année 1990. Ce n'est donc plus à faire, c'est fait. Et cela n'a pas été facile, car il a fallu licencier des camarades, eux aussi parfois injustement attaqués, et faire face à tous les engagements alors que l'argent ne rentrait plus !

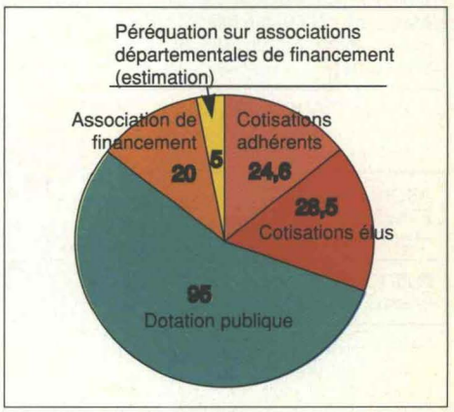
Mais il fallait le faire et nous l'avons fait. Nous achèverons en 1991 de payer les dettes et nous nous efforçons de régler le cas de tous ceux qui ont perdu leur emploi. J'espère que notre exemple sera suivi, ce qui ne me paraît pas être le cas aujourd'hui !

Quoiqu'il en soit, pour nous, c'est une nouvelle période qui a commencé et qui va nous permettre d'organiser la direction financière du Parti sur des bases nouvelles. ■

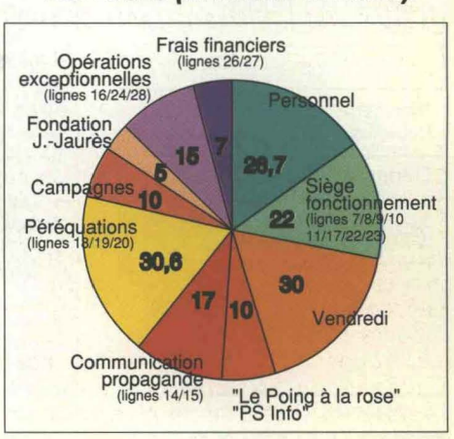
RECETTES	**173 162 000**
1 Cotisations adhérents	24 650 000
2.Cotisations élus	28 512 000
3.Dotation publique	95 000 000
4.AFPS (estimation) (1)	20 000 000
5.Péréquation sur ADFPS (1)	5 000 000
DÉPENSES	**173 335 000**
6.Salaires / charges	26 703 000
7.Bâtiments (entretien)	1 000 000
8.EDF-GDF / Télécom / affrancht.	5 000 000
9.Impôts / taxes	1 200 000
10.Fournitures / mobilier	800 000
11.Informatique	1 200 000
12."Vendredi"	30 000 000
13."Le Poing et la rose" / "PS info"	10 000 000
14.Communication / propagande	15 000 000
15.Sondages	2 000 000
16.Subvention FNESR exceptionnelle	2 000 000
17.Fonct. secrétariats nationaux.	10 000 000
18.Aide aux fédérations	5 000 000
19.Péréquation actuelle	16 632 000
20.Péréquation sur AFPS et ADFPS (1)	9 000 000
21.Fondation Jean-Jaurès	5 000 000
22.Congrès / convention / CD	1 800 000
23.Locations diverses	1 000 000
24.Opérations exceptionnelles	3 000 000
25.Réserves campagnes 1992	10 000 000
26.Frais financiers nets	4 000 000
27.Remboursement emprunt	3 000 000
28.Fin liquidation Urba	10 000 000
DÉFICIT	**- 173 000**

(1) Association de financement du PS et Associations départementales de financement du PS.

RECETTES (EN MILLIONS DE FRANCS)



DEPENSES (EN MILLIONS DE FRANCS)



priorité nationale : l'intégration

Le cadre et les orientations de la politique française d'intégration sont définis dans le premier rapport du Haut Conseil à l'Intégration.

Premier rappel : la société française actuelle résulte d'un brassage séculaire. 10 à 11 millions de citoyens -près d'un Français sur cinq- sont des immigrés naturalisés ou nés en France de parent ou grand-parent immigré.
Le Haut Conseil estime que l'intégration est un processus spécifique : "Sans nier les différences, en sachant les prendre en compte sans les exalter, c'est sur les ressemblances et les convergences qu'une politique d'intégration met l'accent afin, dans l'égalité des droits et des obligations, de rendre solidaires les différentes composantes ethniques et culturelles de notre société..."
La conception française de l'intégration est fondée sur le principe d'égalité et non sur celui des communautés : "Les principes identitaires et égalitaires qui remontent à la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen imprégnent notre conception, fondée aussi sur l'égalité des individus devant la loi, quelles que soient leurs origines, leur race, leur religion... "
Pour mieux concrétiser ces principes, le Haut Conseil est favorable à la suppression des discriminations encore existantes en matière de protection sociale. Il demande au gouvernement de faire voter un texte étendant aux étrangers le bénéfice du Fonds national de solidarité et de l'allocation d'adulte handicapé, en y introduisant une condition de durée de résidence, pour éviter les abus.
Engager la responsabilité de l'Etat sur la durée, promouvoir des actions impliquant un décloisonnement administratif, établir une coordination entre l'Etat, les collectivités locales et les associations, apparaît nécessaire.
Cette politique suppose la maîtrise des flux migratoires. Mais cette régulation ne peut qu'être relative : la fixation d'un quota zéro serait illusoire, compte tenu du flux incompressible qu'imposent des principes fondamentaux de notre législation comme le regroupement familial, l'asile politique ou la libre circulation au sein de la CEE.
Devant être affirmée comme une priorité nationale, la politique d'intégration des populations d'origine étrangère est un élément d'une politique sociale visant à combattre l'exclusion et la marginalisation sous toutes ses formes. ■



Verts et Front national : profil bas

Quelles sont les conséquences du conflit sur ces deux formations qui avaient le vent en poupe avant le 2 août et qui ont pris parti contre la guerre ? Elles risquent d'en être affectées. Mais pas au même titre.

Le mouvement anti-guerre tarde à trouver un second souffle. Si l'on en croit les derniers sondages, aucun des électorats concernés, ni celui du PC, ni celui des Verts, ne serait vraiment en phase avec les dirigeants pour lesquels ils votent.
Le Front national a le plus de mal idéologiquement à épouser les motivations de ses troupes. L'extrême droite ne peut s'assimiler au pacifisme spontanément, et dans les circonstances présentes, ses appels à ce que la France reste en dehors du conflit sonnent comme une génuflexion du culte de la force, aux relents quelque peu collaborationnistes. Position inconfortable que Le Pen essaye de mieux asseoir en mettant l'accent sur les deux antiennes d'une certaine extrême-droite : l'antisémitisme et l'américanophobie. L'une se nourrissant ici de l'autre comme on peut le voir dans le numéro de février du "Choc du mois" qui étale sur sa couverture : "Les juifs ont-ils poussé à la guerre ?" ➥

Le temps suspendu ne dure qu'un temps

Mercredi 20 février, seize heures. A l'heure où j'écris ces lignes, un seul mot peut résumer la situation présente : nous nous trouvons dans l'expectative.
En dépit des nombreux plans, propositions et appels qui lui ont été adressés, Saddam Hussein n'a pas fait jusqu'au 15 janvier, le geste que le monde entier attendait de lui.
Depuis le 16 janvier, la phase aérienne de la guerre menée par la coalition de vingt-neuf pays des Nations Unies a considérablement affaibli l'Irak. Le potentiel militaire, les voies de communication, le moral des troupes ont été touchés. C'est grâce à l'action militaire que les perspectives de voir les résolutions des Nations Unies appliquées ont aujourd'hui une chance de s'ouvrir.
Saddam Hussein est resté sourd à l'appel lancé par le président iranien Ravsandjani. Aujourd'hui, après les ultimes propositions soviétiques exprimées en début de semaine par Mikhaïl Gorbatchev, c'est encore lui qui doit choisir.
Nous nous trouvons dans un de ces moments un peu étranges où le temps paraît suspendu. Mais le temps suspendu ne dure qu'un temps. Au milieu de toutes les incertitudes, nous avons en effet une double conviction.
- La première c'est qu'il reste peu de temps à Saddam Hussein pour faire connaître clairement son intention. Celle-ci, pour nous, doit être claire : il ne peut s'agir que d'une évacuation inconditionnelle du Koweït, accompagnée d'un calendrier acceptable pour le retrait de ses troupes.
Et comme l'a dit Roland Dumas, cette réponse doit être "immédiate, sans équivoque et strictement conforme aux résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies".
- La seconde conviction, c'est que, ce faisant, la possibilité d'arrêter le déclenchement de l'offensive terrestre qui se prépare est entre les mains du président irakien.
C'est lui qui assumera devant l'histoire l'entière responsabilité de ses actes. Je souhaite, comme tous les socialistes, qu'il en mesure bien la portée et en tire clairement les conséquences qui s'imposent.

➥ Il ne semble pourtant pas, au vu du résultat d'élections partielles que le FN soit sérieusement entamé par sa position sur le Golfe.
A cela deux raisons : l'existence réelle d'un courant isolationniste de droite du genre "chacun chez soi" dont le cartiérisme fut une des figures et la dimension protestataire (exutoire malgré tout) que joue le Front national. Soit prise de conscience des médias du jeu dangereux de trop agiter le spectre Le Pen, soit que ce rôle ambigu d'épouvantail puisse être assumé par le nouveau concurrent qu'est Saddam Hussein, Le Pen est beaucoup moins présent dans les médias. D'où sa volonté de se réidentifier comme xénophobe, avec ses affiches "Le Pen vite" en arabe et en hébreu.

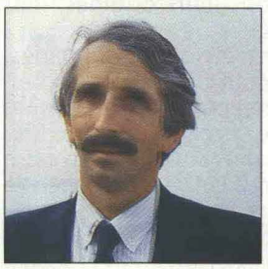
ATONIE, TIRAILLEMENTS ET AMBIGUITE

La crise du Golfe fait apparaître que le discrédit de la politique a joué finalement moins fortement pour l'électorat FN, plus idéologisé, que pour les Verts. Le crédit que les hommes politiques, dont les décisions redeviennent essentielles, retrouvent avec le cours des événements, est un des éléments explicatifs de la perte d'audience conséquente des écologistes de Waechter : moins 11% de bonnes opinions d'après BVA-"Paris-Match" depuis le 2 août.
Si la position pacifiste des amis d'Antoine Waechter était assez prévisible, son incapacité à organiser véritablement un mouvement autonome du Parti communiste, la disqualification par le soupçon d'irréalisme que cette position entraîne, l'ambiguïté à l'égard du FN qu'a renforcé la dernière assemblée générale des Verts et que viennent encore souligner les similitudes sur le conflit du Golfe, ramènent une formation dont la percée était récente (11% en 1984 pour le FN, 10% seulement en 1989 pour les Verts) quasiment à la case départ. D'autant que si la sensibilité nouvelle aux risques de pollution de la planète jouait pour une part dans l'engouement vert, cette part risque d'être ruinée par le silence de Waechter après la marée noire provoquée par Saddam Hussein.

Bernard Chaouat



SPECIAL GOLFE : TRIBUNES



Michel Debout



Gérard Le Gall



Gérard Lindeperg

Michel Debout : "une guerre de résistance à l'agresseur irakien"

"Vendredi". Quels sont les enjeux de ce conflit ?
Michel Debout. Le conflit du Golfe est le premier qui naît après la logique de Yalta. L'agresseur irakien s'est servi de cette nouvelle donne internationale. Nous livrons donc une guerre de résistance à l'agresseur. La guerre a commencé, en réalité, le 2 août et non le 17 janvier. Quelle que soit la valeur des arguments des "pacifistes", ils auraient eu plus de poids s'ils avaient été énoncés dès le 2 août. Les pacifistes auraient dû arborer les badges "Quelle connerie la guerre" dès cette date...

Ne craignez-vous pas que l'opinion publique française se détache de la politique de François Mitterrand ?
La France est une démocratie ; ce n'est pas le cas de l'Irak. Nous ne pouvons mener bataille qu'en cohérence avec l'opinion. Lorsque les temps deviendront plus cruels, il sera nécessaire que les opinions publiques des pays coalisés aient la conviction de la justesse de l'objectif poursuivi. C'est pourquoi nous devons accomplir un effort maximal d'explication. J'ai proposé, avec d'autres, une grande campagne de notre parti en direction de la population mais aussi des militants du PS dont certains s'interrogent. L'interrogation est légitime, c'est notre règle commune. Une telle campagne permettra d'assurer une plus grande cohérence entre nous.

Quel sera le coût de la guerre ?
Si les Français sont convaincus des raisons de notre intervention dans le Golfe, ils comprendront qu'elle ne peut pas se réaliser sans coût. La hauteur de ce coût ? Nous en sommes à des hypothèses qui ne deviendront des certitudes qu'à la fin du conflit. Sur les modalités de règlement, le moment du choix viendra. J'ai proposé la constitution d'une commission du suivi (gouvernement, groupes parlementaires, PS) pour mettre à plat ce dispositif. Il ne serait pas acceptable que les salariés supportent seuls le coût des opérations engagées.

Comment envisagez-vous l'après-guerre ?
Chaque nation pèsera en fonction de son attitude depuis le 2 août, ce qui confère encore plus de force au discours de François Mitterrand à l'ONU. Personne ne veut d'une "pax americana", ni la France, ni les socialistes français. Mais on n'a pas le droit de dire que la guerre était "la guerre de l'impérialisme américain contre le monde arabe". Jean Poperen a eu raison de poser avec force la double question de nos relations avec les Etats-Unis et avec les nations composant le monde arabe. Ma génération a été marquée un peu par la fin de la guerre d'Algérie et beaucoup par les conflits en Asie. Mais se souvient-on avec quelle cécité une partie de la gauche française a considéré le génocide au Cambodge qui a fait suite à la lutte de libération de ce pays ? C'est pourquoi l'anti-américanisme ne peut pas constituer une référence définitive d'une politique de gauche. De même, un pro-arabisme qui ferait l'impasse sur les réalités démocratiques, sociales, démographiques des nations arabes ne peut nous servir de guide. Ce conflit aura eu au moins le mérite de nous imposer une réflexion en profondeur sur l'état du monde, sur le rôle que la France peut y jouer et sur la vertu des valeurs qui nous rassemblent. ■

DÉBATS ET

Mardi 12 février, beaucoup de monde rue de Solferino pour la réunion spéciale sur la crise du Golfe, présidée par Gérard Lindeperg, secrétaire national à la Formation. Ce débat a permis aux militants et sympathisants de mieux cerner la complexité des problèmes tant diplomatiques et stratégiques qu'économiques. Pierre Moscovici, secrétaire national aux Etudes, a rappelé que, loin d'être un aspect marginal du conflit, la question du pétrole était au cœur de celui-ci. L'idée qu'un pays puisse s'approprier un partie importante des réserves mondiales a sans doute joué un grand rôle. Il a cependant précisé que l'Europe et les pays du tiers monde avaient plus à perdre dans cette perspective que les Etats-Unis. L'essentiel de l'après-conflit, sera de mettre en place une nouvelle donne pétrolière avec, pour premier objectif, la stabilisation des cours du pétrole, dans un contexte difficile lié au retrait de l'URSS du marché pétrolier, au financement de la reconstruction du Koweït et de l'Irak.

Gérard Le Gall : la paix sous les auspices de l'ONU

"Vendredi". Dans quel état se trouve aujourd'hui l'opinion française ?
Face à l'intransigeance de Saddam Hussein, les Français, très partagés sur l'opportunité de notre participation à la guerre avant l'ultimatum, se sont ensuite massivement rangés derrière François Mitterrand. Aujourd'hui, on peut tirer cinq enseignements : le soutien massif des trois "partis de gouvernement" (PS-UDF-RPR) et de très fortes turbulences au sein des électorats "critiques" (PCF-écologistes-FN) ; une forte homogénéité d'attitude de nos compatriotes quelles que soient les catégories sociales et les classes d'âge ; une réhabilitation des hommes politiques et un effacement momentané des préoccupations hexagonales. Enfin, une sensible embellie pour le bloc au pouvoir -président, gouvernement, Parti socialiste-, notamment en faveur de François Mitterrand, dont la clairvoyance et le souci d'équilibre sont aujourd'hui plébiscités.

Les circonstances autorisent-elles le débat au sein du PS ?
Oui, naturellement. Je résumerai mon propos en disant oui à l'Etat de droit au plan international, à l'intérieur du pays et au sein du Parti. Je crois trop à la force de nos arguments, à la pédagogie politique, à la libre expression des opinions pour craindre le débat, qui est consubstantiel au PS.

En quoi cette période interpelle-t-elle le Parti socialiste ?
L'exercice du pouvoir est souvent une ascèse ! Les socialistes ont dû affronter dès 1982 la rigueur puis, en 1984, la montée du thème de la "préférence nationale et le débat sur la laïcité ; en 1989, la forte interpellation des écologistes. Aujourd'hui, le PS doit faire face à un cinquième choc idéologique : la guerre. A travers l'élaboration du projet, il devra réfléchir à ces électrochocs et dégager une nouvelle représentation du monde. A l'évidence, les questions internationales et militaires -deux aspects d'une même réalité- mériteront une attention toute particulière. A contre-courant des années 80, où a émergé un nouvel individualisme, nous devrons certes faire partager le sens des valeurs collectives mais aussi souligner l'importance, pour notre propre devenir, de l'environnement international dans ses dimensions économiques, idéologiques et religieuses.

Comment préparer l'après-guerre ?
Vaste sujet ! La guerre, légitimée par la résolution 678 de l'ONU, devra se transformer en une paix sous les auspices de l'organisation internationale. Dans cette région où pèsent l'histoire, les religions et des intérêts économiques majeurs, il conviendra d'agir vite, pour surmonter les pesanteurs. Il faudra y garantir une sécurité durable par les pays de la région, obtenir la reconnaissance d'Israël par ses voisins afin qu'ils vivent dans des frontières sûres et concrétiser le droit des Palestiniens à disposer d'un Etat. N'oublions pas qu'eux aussi souffrent depuis des décennies et qu'à Gaza, selon l'ONU, on compte, depuis le début de l'Intifada, près d'un millier de morts. Plus que jamais s'impose, sous l'égide de l'ONU, une conférence internationale. ■

Gérard Lindeperg : le Golfe et la nouvelle donne mondiale

Depuis la Seconde Guerre mondiale, la régulation des tensions et des conflits dans le monde s'est faite dans la logique de Yalta : partage de la planète entre les USA et l'URSS, chaque grande puissance se chargeant de la police dans son secteur d'influence. Dans les zones d'affrontement direct entre le monde communiste et le monde capitaliste, les conflits se sont souvent réglés par la partition : les deux Allemagnes, puis les deux Corées et les deux Viêt-nams.

Quelles que soient les difficultés actuelles de la perestroïka et ses risques de dérive, nous ne devons pas en sous-estimer la portée : elle a été l'élément déclenchant décisif qui a fait lever le souffle de la liberté à l'Est.
En créant les conditions qui, de la révolution polonaise à l'unification allemande, ont permis de balayer tous les systèmes bureaucratiques hérités de l'époque stalinienne, Gorbatchev a provoqué une nouvelle donne géopolitique mondiale.
Même s'il avait fini par nous devenir familier, nous ne devons pas regretter ce monde ancien fondé sur l'équilibre de la terreur ; au contraire, nous devons savoir saisir cette chance offerte de construire un nouvel ordre reposant sur le droit et la justice.
D'où l'importance, pour l'avenir du monde, du mode de règlement du conflit du Golfe qu'il faut savoir regarder avec les lunettes du XXIe siècle au lieu de continuer à l'analyser avec les critères d'un monde disparu.
De même que les années 1914-18 ouvrent le XXe siècle, on peut d'ores et déjà dire que les années 1989-90 l'ont fermé et que nous sommes entrés dans une nouvelle période historique.
Si nous n'avions pas donné rapidement ce coup d'arrêt à la volonté de domination du monde arabe par Saddam Hussein, nous aurions dû le faire plus tard dans des conditions beaucoup plus difficiles et beaucoup plus périlleuses pour la paix du monde. Qui peut croire qu'une dictature aveugle qui ne craint pas d'affronter militairement les principales puissances du monde, qui ne répugne à l'usage d'aucun moyen, qui méprise toutes les règles internationales et humanitaires... aurait pu céder pacifiquement au blocus ? Malheureusement, l'obstination de Saddam Hussein a démontré qu'entre la guerre et le laisser-faire, il n'y avait pas d'autre voie.
Parce que le conflit du Golfe se situe à la charnière de l'effondrement du système né à Yalta et de l'émergence d'un nouveau monde, l'enjeu dépasse le cadre du Proche et du Moyen-Orient.
Chacun doit bien prendre en compte la nature de cette nouvelle donne mondiale car elle permet de répondre à la question : pourquoi deux poids, deux mesures ? Pourquoi l'application de la résolution 678 et pas de la résolution 242 ?
Parce que ce qui n'était pas possible hier dans le cadre de la guerre froide peut -et doit- le devenir demain dans un nouveau contexte. On ne relâche pas un assassin pris sur le fait au motif que d'autres crimes sont restés jusqu'ici impunis.
A nous de créer les conditions pour que la paix dans le Golfe ouvre la voie d'un nouvel ordre mondial fondé non sur la loi du plus fort mais sur la sécurité collective, non sur la régression des dictatures mais sur le développement de la démocratie et sur le respect du droit international qui devra s'appliquer en tous lieux et en tout temps. ■

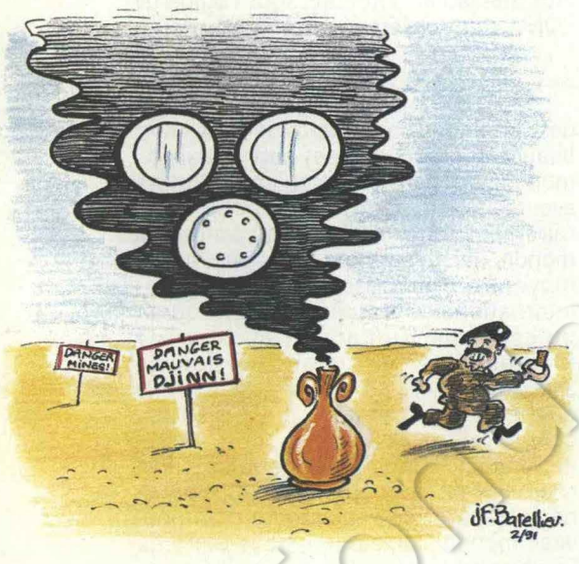
PERSPECTIVES

Un débat s'est alors ouvert sur la construction du nouvel ordre international, sur l'après-guerre froide. Le renforcement des Etats-Unis sur la scène mondiale, la place de l'ONU, ainsi que le rôle du Conseil de sécurité et son éventuel élargissement ont été évoqués par Gérard Fuchs, secrétaire national aux Affaires européennes et aux questions de sécurité, qui a insisté sur la place que pourraient occuper la France et l'Europe dans ce nouveau contexte.
Si la France prend toute sa place dans la coalition des alliés, ses positions et celles de l'Europe sur la question palestinienne, sur le monde arabe et sur le rôle de l'ONU sont différentes de celles des Etats-Unis. La France et l'Europe veilleront à ce que la paix à construire ne soit pas la paix des Etats-Unis, mais celle des Nations Unies.
Prochain rendez-vous des Entretiens, le jeudi 7 mars avec Michèle André, secrétaire d'Etat aux Droits des femmes. ■

LA CRISE DU GOLFE

Saddam Hussein encore une fois face à ses responsabilités

L'initiative de Gorbatchev, plaçant à nouveau Saddam Hussein devant ses responsabilités, a dominé l'action diplomatique des derniers jours, alors que les coalisés poursuivaient leurs bombardements sur l'Irak et le Koweït. Gérard Fuchs, secrétaire national du PS en charge du dossier du Golfe, fait le point, à quelques heures d'un tournant décisif.



"Vendredi". Que pensez-vous de l'initiative de paix de M. Gorbatchev ?
Gérard Fuchs. Lorsque paraîtront ces lignes, les dés auront probablement été jetés. Car, ou bien Saddam Hussein aura accepté la mise en œuvre de la résolution 660 dans des conditions acceptables par les coalisés ou bien l'offensive terrestre sera engagée et un cessez-le-feu deviendra quasi irréalisable.
L'initiative de paix de Gorbatchev répond à trois objectifs.
- Elle a certainement une signification de politique intérieure. M. Gorbatchev veut préserver la stabilité de son pouvoir menacé par des généraux qui le considèrent comme suiviste par rapport aux Etats-Unis.
- Elle vise aussi à réintégrer l'URSS dans le jeu diplomatique, c'est-à-dire à tirer à son profit les bénéfices d'une partie engagée par d'autres : il est évident que, sans les opérations militaires conduites depuis un mois, les ultimes négociations en cours n'auraient pas eu lieu.
- Elle vise enfin à essayer de préserver une zone d'influence dans le monde arabe.
Sur le fond, et s'il se confirme que l'initiative soviétique intègre totalement les résolutions des Nations Unies, elle ne fait que remettre une dernière fois Saddam Hussein devant ses responsabilités. C'est ce qu'a fait également le gouvernement français en lançant lui aussi, mardi soir, un appel de la dernière chance.

George Bush n'a-t-il pas trop vite écarté le plan soviétique ?
Le non de Bush n'a pas été totalement catégorique. Il est probable qu'il souhaite aller aujourd'hui jusqu'au bout de la logique militaire. Cela ne veut pas dire que si Saddam Hussein annonce encore, au moment où nous publions ces lignes, un engagement de retrait immédiat, cette logique ne pourrait pas être arrêtée.

Que pensez-vous du projet de conférence régionale avancé par Jacques Chirac ?
Je pense qu'il y a deux après-guerre possibles : une paix des Nations Unies et une paix des Etats-Unis. J'ai été surpris et choqué de voir Jacques Chirac envisager une conférence de paix qui ne se déroulerait pas sous les auspices des Nations Unies. C'est nier toute la logique qui s'est mise en place depuis le 2 août.

Peut-on penser que les Etats-Unis sortiront de cette affaire comme la puissance dominante ?
Militairement, oui, c'est une évidence. Il n'empêche qu'ils retrouveront, une fois la guerre achevée, leurs difficultés économiques de fond : endettement et déficits.
Cela dit, la question qui nous est posée est effectivement de savoir comment édifier un contrepoids à leur puissance. A cet égard, je continue à considérer comme incompréhensible et illogique le fait que les plus anti-américains des socialistes soient aussi souvent les plus anti-européens.

Propos recueillis par Ghislaine Toutain

Le potentiel militaire de l'Irak

L'Irak sera-t-il demain encore une puissance militaire ? La réponse à cette question diffère bien sûr selon qu'il y a ou non une offensive terrestre.
Si Saddam Hussein refuse toute médiation et s'obstine dans sa volonté de rester au Koweït, il est probable que ses forces seront laminées, l'inconnue demeurant les pertes que devront subir les forces alliées. Mais s'il s'engage à respecter réellement les termes de la résolution 660 et évacue le Koweït, que lui restera-t-il ? Et n'est-il pas tenté de le faire, pour sauvegarder ce qui reste de son armée ?

On dit que l'Irak n'était d'ores et déjà plus la 4e puissance militaire du monde. L'a-t-elle jamais été ? Elle n'avait pas de capacité nucléaire militaire, que ce soit officiellement, comme les Etats-Unis, l'URSS, la France, la Grande-Bretagne et la Chine ou officieusement comme l'Afrique du Sud, Israël, voire l'Inde et le Pakistan.
En nombre d'hommes, l'Irak, avant le conflit, arrivait au 7e rang avec 1 million de soldats (derrière l'URSS, la Chine, les Etats-Unis, l'Inde, la Corée du Nord et le Viêt-nam). Pour ce qui est des dépenses militaires par habitant, l'Irak se situe au 9e rang mondial. Le 4e rang est exact pour ce qui concerne le nombre de chars déployés (derrière l'URSS, les Etats-Unis, et la Chine) et au deuxième rang pour le pourcentage consacré aux dépenses militaires.
On le voit, ce pays de 18 millions d'habitants était l'un des plus militarisés du monde. En deux mois de conflit, Bagdad a déjà perdu 1.300 chars (30% du total initial), 1.100 pièces d'artillerie (35%) et 800 véhicules blindés (30%). Son aviation a subi des pertes limitées (une quarantaine d'appareils sur 700, mais qu'adviendra-t-il des avions qui se sont réfugiés en Iran ? Sera-t-il facile de les récupérer ?
Il n'est pas question, en outre, même en cas de divine surprise d'un cessez-le-feu et d'un retrait du Koweït que l'Irak puisse rapatrier l'ensemble des matériels déployés sur le sol koweïtien. Quoiqu'il en soit, l'Irak aura vu son industrie nationale d'armement détruite. Dans la mesure où son potentiel économique sera aussi largement détruit, il n'aura pas les moyens avant longtemps de reconstruire son potentiel militaire pour autant d'ailleurs qu'il trouve des fournisseurs. A la fin des années 70, des années de croissance économique s'ouvraient pour l'Irak qui, à l'époque, était le pays de la région qui avait les meilleurs atouts. 10 ans après, l'Irak est menacé de devenir un pays miséreux.
Voilà ou l'amène la volonté d'expansion de Saddam Hussein.

Pascal Boniface
président de l'Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS)

ALLIES : LES OPINIONS

Espagne : le cœur a ses raisons...

La marine espagnole croise en mer d'Oman. Le gouvernement revendique une place dans la coalition.

M. Fulano, le M. Dupont local, traîne les pieds. "Ah, s'il pouvait tomber du café", fredonne-t-il sous les roulements répétés du groupe salsero à la mode de Juan Luis Guerra. Mais, peut-on avoir le beurre et l'argent du beurre ? Les dividendes, le café, de la solidarité internationale sans en acquitter les droits ?

Felipe Gonzalez a condamné l'annexion du Koweït. Le 8 août, le cabinet de crise a décidé la participation à l'embargo. Le 15 janvier, il approuvait l'emploi de la force par la coalition internationale. "La direction irakienne, avec ou sans Saddam Hussein, a déclaré le président espagnol, doit se persuader de la nécessité d'évacuer immédiatement le Koweït." L'Espagne a donc envoyé trois bateaux vers le Golfe. Elle a mis à disposition des Etats-Unis ses bases aériennes et ses ports de guerre. Ses traversiers et cargos ont transporté paras français et blindés anglais. Ce saut dans le "ruedo" ne va pas sans bémols. Felipe Gonzalez a multiplié les retours vers les talanquères. Les premiers jours d'août, il s'est tourné vers la Ligue arabe. Plus tard, il a soutenu les plans de paix français. Aujourd'hui, il envoie son ministre des Affaires étrangères dans les pays du Maghreb, déplore la mort de civils à Bagdad et demande une commission d'enquête. L'Espagne a des intérêts au sud de la Méditerranée, a-t-il exposé aux députés, elle doit les préserver. Mais elle "est devant une alternative face aux violations du droit : soit elle laisse les autres faire le travail ; soit, considérant sa place dans la société internationale, elle prend ses responsabilités. Ce que le gouvernement a fait." Toutefois, a-t-il reconnu le 18 octobre, les bémols ont aussi une origine interne, "je connais ma marge de manœuvre. 90% du Parlement soutiennent le gouvernement. Mais si la différence entre ces 90% politiques et la société est trop grand, c'est un motif de préoccupation."

L'amiral José Lopez de Arena Diaz s'est fait rappeler à l'ordre. Sortant de son devoir de réserve, il a en effet exprimé "l'absence de chaleur et d'encouragement du peuple espagnol à l'égard des marins présents dans le Golfe". Le rejet est en effet général. 3.000 appelés ont, au mois de janvier, sollicité le statut d'objecteur. Depuis le mois de septembre, la mobilisation pacifiste tient la rue et les universités. Avec, en tête, les parents des recrues envoyées dans le Golfe. Ils ont constitué une association qui a porté plainte contre le gouvernement. En blouson de cuir, parmi d'autres, le prince héritier écoutait, le 14 février, au fond d'un amphi, le directeur général de l'UNESCO parler "du prix de la paix". Depuis six mois, les sondages confirment l'observation : les Espagnols condamnent Saddam, mais refusent la guerre.

Pour beaucoup, l'armée, l'Etat, restent plus ou moins consciemment l'ennemi. Franco et ses généraux sont encore dans les têtes. "Je crois, constate le ministre des Affaires étrangères, que le peuple espagnol a une réaction provinciale face aux crises internationales. Il ne se sent pas (...) impliqué."

Jean-Jacques Kourliandsky

Royaume-Uni : sang-froid et interrogations

La guerre du Golfe donne aux Britanniques l'occasion de manifester leur sang-froid proverbial.

Dans sa masse, le peuple britannique, comme toujours en pareille occasion, serre les coudes : quand on a vécu les années noires 1940-41, les événements actuels paraissent relativement anodins.

Il ne faut pas s'imaginer pour autant que le patriotisme des Britanniques les empêche de se poser des questions. On oublie qu'a la fin des années 30, il y avait, tant chez les conservateurs que chez les travaillistes -pour des raisons différentes- des forces hostiles à la guerre. Chamberlain a personnifié, jusqu'à la caricature, l'attitude conciliante, voire complice, d'une partie de la classe politique britannique à l'égard des dictatures fascistes. De même, il y avait, au Labour, une aile pacifiste, bien plus faible qu'en France, mais très convaincue, car d'inspiration religieuse, de nombreuses églises protestantes, tels les Quakers, ayant toujours prôné la non-violence.



▲ *Leur patriotisme ne les empêche pas de se poser des questions*

Aujourd'hui, au-delà de l'attitude responsable de la majorité de la classe politique, des voix dissonantes se font jour, du moins chez les travaillistes. En effet, la direction même du Parti s'était laissée aller, tout au long des années 80, à une dérive pacifiste qui lui a coûté très cher sur le plan électoral. Tellement cher, que le Parti est revenu officiellement à des positions socialistes plus traditionnelles : recherche de la paix autant que possible, mais sans compromission sur l'essentiel. Mais la grande vague pacifiste "anti-Pershing" a naturellement laissé des traces. Ainsi, une cinquantaine de parlementaires travaillistes ont refusé de voter la première déclaration gouvernementale relative à la guerre du Golfe, allant à l'encontre de la discipline du Parti. Ce nombre est tombé à une trentaine lors de la seconde déclaration gouvernementale, qui a immédiatement précédé l'ouverture des hostilités. La dissidence est cependant beaucoup plus grande qu'au sein du Parti socialiste français. En outre, on a appris qu'un certain nombre de députés, ("la gauche molle" du Parti), émettaient des réserves sur l'attitude de leur direction dans cette affaire. Cinq porte-parole du Parti ont été relevés de leurs fonctions pour avoir exprimé des opinions divergentes sur la crise du Golfe.

En outre, les observateurs ont suivi avec attention l'attitude de l'importante communauté musulmane britannique (au moins 1 million de personnes, essentiellement d'origine pakistanaise ou indienne). Or, celle-ci, quoique partagée, a fait preuve d'une remarquable modération, et les déclarations de soutien à Saddam Hussein ont été fort rares. Toutefois, quoique de nombreux musulmans soutiennent la politique gouvernementale sur le Golfe, l'enthousiasme n'y est pas, évidemment.

La masse des Britanniques, et en particulier ouvriers et classes moyennes, sans être aveugle sur les conséquences de toute guerre, soutient la politique du gouvernement et de la direction du Parti travailliste. La défense du droit des peuples et de la démocratie, auxquelles les Anglais sont très attachés, est un idéal noble qui nécessite des sacrifices. La grande majorité des Britanniques est prête, dans la limite du raisonnable, à y souscrire.

Axel Quéval

VIVES TENSIONS DANS LES BALKANS

la Yougoslavie menacée d'explosion

Tous les regards sont tournés vers le Golfe. Nous risquons d'être surpris par les feux qui couvent dans la péninsule balkanique. C'est la fédération yougoslave qui est la plus exposée. Son démembrement menace.

Au moment où la république de Serbie, la plus importante des républiques yougoslaves sur le plan démographique, choisissait de reconduire ses propres communistes au pouvoir, l'Albanie connaissait un début de bouleversement qui devait conduire à l'adoption du pluralisme politique et à la promesse d'élections libres. La lassitude des opinions publiques face aux événements de l'Est et à la guerre du Golfe ont conduit malheureusement à ignorer ces événements. Pourtant, dans cette partie des Balkans, les risques d'une dérive autoritaire qui laisserait alors présager de graves conflits ne peuvent plus être sous-estimés. S'y concentrent en effet des nations aspirant encore à une identité étatique, une fédération qui ne trouve plus les fondements nécessaires pour asseoir sa légitimité et des forces politiques qui tentent de canaliser les mécontentements populaires en attisant les rivalités interethniques.



AFP *infographie - Patrice Deré*

▲ *Les six républiques fédératives de Yougoslavie : Slovénie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Serbie, Monténégro, Macédoine et les deux provinces autonomes : Voïvodine et Kosovo.*

Les communistes serbes, devenus "socialistes" depuis le mois de juillet 1990, ont compris très tôt tous les avantages que pouvait leur procurer une conversion au nationalisme dans l'espace balkanique. La manipulation des antagonismes ethniques et religieux y a souvent permis à certaines forces politiques de s'affirmer auprès de leur peuple. Dans une première phase, le bouillant Milosevic, le chef de la Ligue des communistes et de la république serbe lançait, en 1987, une vaste campagne de dénonciation des agissements des "séparatistes" albanais du Kosovo, province de Serbie où ils sont majoritaires à 90%, et exigeait une révision de la constitution yougoslave en faveur d'une centralisation renforçant le poids de la Serbie au sein de la fédération. La seconde phase est intervenue au moment des élections du mois de décembre 1990. Les communistes serbes n'ont pas été pris en défaut : dénonçant la surenchère nationaliste d'une opposition mal organisée, Milosevic "découvrait" les vertus d'un discours modéré promettant stabilité et prospérité à une population inquiète pour son avenir économique et vivant dans une réelle psychose de guerre civile. Les communistes obtenaient ainsi la majorité absolue au Parlement et Milosevic était triomphalement élu à la présidence de la république de Serbie.

UN COUT ELEVE POUR LA STABILITE DES BALKANS

Sur le plan économique, le tableau est sombre. Multipliant les subventions aux entreprises obsolètes (un tiers des entreprises travaillent à perte), augmentant les salaires, et imposant une politique protectionniste face aux autres républiques, le pouvoir communiste de Serbie a joué un rôle déterminant dans l'échec probable de la politique anti-inflationniste du Premier ministre fédéral, Ante Markovic.

Dans le domaine politique, les menaces d'éclatement se précisent. Le nationalisme des communistes de Serbie a largement favorisé la victoire des coalitions nationalistes dans toutes les républiques yougoslaves. Le nouveau pouvoir slovène a fait procéder à un référendum pour l'indépendance en décembre 1990 : près de 90% ont voté en faveur de ce projet. En Croatie, le parti au pouvoir, la Communauté démocratique croate, est en conflit ouvert avec l'armée fédérale, largement favorable aux communistes de Serbie et exigeant le maintien d'une fédération socialiste. Un accord a pu être trouvé pour les milices territoriales de Croatie, dont l'armée exigeait le désarmement, mais le mandat d'arrêt à l'encontre du ministre de la Défense croate, Spegelj, ne permet plus désormais d'écarter le risque d'un syndrome balte en Yougoslavie. Le report au début du mois de février de la table ronde sur l'avenir de la Yougoslavie confirme les difficultés à instaurer un dialogue entre des forces politiques que tout oppose : les dirigeants slovènes et croates souhaitent une confédération très souple, les communistes serbes souhaitent maintenir la fédération et reçoivent l'appui de l'armée qui avait reconstitué, au mois de novembre, le "Parti communiste pour la Yougoslavie".

Mais la question la plus dramatique demeure celle des Albanais du Kosovo. Depuis les mois de juillet et d'août 1990, les Albanais du Kosovo qui sont plus de deux millions n'ont plus d'institution représentative et tous les médias de langue albanaise sont interdits de diffusion. Près de 40.000 Albanais du Kosovo ont été licenciés de leur travail dans le cadre de la politique de "différenciation", c'est-à-dire de lutte contre le séparatisme albanais. Les Albanais sont le seul peuple de Yougoslavie qui n'a pas participé au processus électoral. La Ligue démocratique n'a pas été enregistrée par les autorités serbes, et les Albanais, suivant les conseils de leurs leaders, ont refusé d'aller voter dans le cadre d'une constitution serbe qui met en cause toute autonomie. L'absence de représentants albanais dans les laborieuses négociations entre les élus des diverses nations de la fédération constitue tout un symbole : les Albanais ne se sentent plus concernés par un hypothétique renouvellement du contrat yougoslave. La démocratisation en Albanie n'a pour l'instant conduit à aucun excès nationaliste du côté de Tirana, même si le Parti démocratique a affirmé sa solidarité à l'égard des Kosovars. Les autorités communistes albanaises, qui ont fixé la date des élections libres au mois de mars 1991, n'ont pour l'instant rien à gagner à un éclatement de la Yougoslavie et à une éventuelle union avec le Kosovo. Un processus de ce type ne pourrait qu'affaiblir dangereusement les avantages politiques acquis par les communistes et modifierait le centre de gravité économique et politique de la nation albanaise.

La situation demeure néanmoins explosive. Mais la détermination des Albanais du Kosovo et l'humiliation qu'ils ressentent du fait de la Serbie sont extrêmement fortes. La moindre provocation conduirait à des émeutes sanglantes, et il y a gros à parier que la répression ne permettra pas d'éviter la poursuite des affrontements. La CIA, dans un rapport publié par le "New York Times", en novembre 1990, dressait déjà l'acte de décès de la Yougoslavie et prédisait dans les mois à venir une guerre civile. Une perspective optimiste permet d'espérer encore une solution négociée pour une large partie de la fédération, mais la question albanaise est totalement dans l'impasse.

Luc Lévy

DOSSIER

DES SECTEURS EN DIFFICULTE

Le gouvernement table maintenant sur une croissance de 2% environ pour cette année, et non plus de 2,7%. Si la guerre s'arrête rapidement, l'atmosphère de pessimisme excessif que l'on connaît ne sera bientôt plus qu'un mauvais souvenir. Si les hostilités durent, ce n'est pas en sombrant dans la déprime que la France surmontera ses difficultés. Dans un cas comme dans l'autre, notre pays a encore un certain nombre d'atouts.



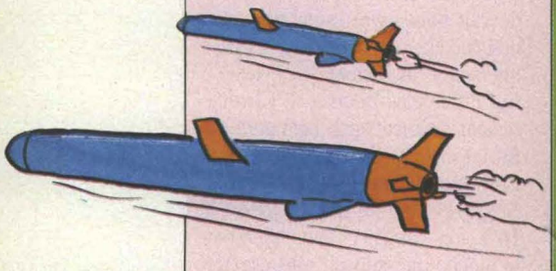
Les chefs d'entreprise n'ont décidément pas le moral ; selon l'INSEE, qui vient de les interroger, ils ont observé au second semestre 1990 une dégradation de leurs profits et de leur situation financière. Leurs ventes ont baissé, les prix de leurs approvisionnements ont monté tandis que le rendement de certains de leurs investissements financiers s'effritait à la suite de la crise du Golfe. Jamais, depuis le début de 1986, ils n'avaient été aussi pessimistes. Pour les six premiers mois de 1991, ils prévoient une poursuite de la détérioration de leur trésorerie mais espèrent une stabilisation de leurs résultats d'exploitation.
A y regarder de plus près, l'unanimité de ce pessimisme est étrange.

Des peurs sans fondement

D'abord parce la plus grande des peurs des industriels avant le conflit s'est avérée sans fondement : non seulement le prix du pétrole n'a pas flambé mais il s'est relativement effondré avant même le déclenchement de la guerre. Avec 20 dollars globalement et 17 en moyenne pour les bruts de l'OPEP aujourd'hui, il est inférieur aux 22 dollars de l'an dernier... et aux 21 qui constituaient le prix de référence minimal fixé par l'OPEP cet été. Or, le dollar est passé en un an de 5,45 F à moins de 5 F. Qui plus est, l'approvisionnement est régulier et abondant. Les stocks sont tellement importants que certains n'hésitent pas à pronostiquer un effondrement supplémentaire des cours dès que les opérations militaires seront terminées. Selon Roger Fauroux, ministre de l'Industrie, la facture énergétique de la France devrait être "moins lourde en 1991 qu'en 1990".

Ensuite parce que, malgré les soubressauts des taux d'intérêt dans le monde -ils baissent aux USA, en Angleterre et en Espagne, ils montent en Allemagne, notre principal partenaire économique- le crédit aux entreprises n'a pas fondamentalement changé depuis l'été : le taux moyen des autorisations contractuelles de découvert a diminué de 0,53 point, ceux des court, moyen ou long termes n'ont pratiquement pas bougé. Selon la Banque de France, le coût moyen du crédit aux entreprises, qui a baissé de mars à octobre 1990, devrait poursuivre la même pente descendante au cours des trois premiers mois de l'année.
Les différentes Bourses, d'ailleurs, se sont rarement aussi bien portées. En un mois, celle de Paris a enregistré une hausse de 14% et Wall Street est même monté jusqu'à 16%. Les capitaux flottants de par le monde, ne pouvant plus espérer pour le moment faire de bonnes affaires avec la spéculation sur le pétrole et laissés plus libres par la détente sur la majorité des taux, préfèrent se retourner vers les actions. Ils équilibrent ainsi leurs portefeuilles et se tiennent prêts pour le jour où, la guerre finie, la reprise pourra se développer.
Les grosses entreprises, comme Air Liquide, qui sont implantées dans le monde entier et peuvent jongler avec les cours des différentes monnaies et les taux d'intérêt, s'en sortent elles aussi en équilibrant profits et pertes. Même chose pour Bull, dont la situation est catastrophique par ailleurs, mais dont un certain nombre d'usines et le tiers des ventes sont dans la zone dollar. Autres bénéficiaires de la situation, les sociétés endettées en dollars. Elles sont nombreuses : durant les neuf premiers mois de 1990, la France a été le deuxième investisseur étranger aux USA. Pechiney a fait ses comptes : même si sa marge opérationnelle baisse de 100

au-delà de l'Atlantique, les résultats du groupe ne sont affectés que dans une proportion dix fois inférieure.
Mais la guerre des monnaies fait des victimes. Elle aggrave les difficultés des entreprises de haute technologie comme l'aéronautique, l'électronique, l'informatique, les télécommunications, la chimie, la pharmacie. Dans tous ces secteurs, les Etats-Unis et le Japon jouent avec les parités monétaires et sont très agressifs à l'exportation. Cette guerre des monnaies n'est pas la seule cause du marasme et de l'attentisme actuel. La récession de plus en plus confirmée aux USA, le ralentissement économique de la Grande-Bretagne, pèsent lourdement dans le ralentissement des échanges avec la montée du "chacun pour soi" économique et monétaire. Enfin, on observe partout, et pas seulement en France, un tassement des investissements intervenant après une très longue période où, au contraire, ils avaient monté en flèche et avaient même constitué un des principaux moteurs de la reprise.





Un cocktail complexe et des incertitudes

Si certains secteurs sont particulièrement touchés, que ce soit directement ou indirectement, ce n'est pas tellement en raison de la guerre du Golfe -elle est rarement la cause première de leurs difficultés mais elle les a accentuées de façon brutale- mais à cause d'un coktail complexe, composé de baisse du dollar, des mouvements erratiques du yen, de tensions sur les taux d'intérêt, et, surtout, d'incertitudes.

L'automobile est mal en point, avec des ventes de voitures neuves qui ont baissé de 23% en janvier par rapport à l'année dernière sur le marché intérieur. Avant même le déclenchement de la guerre du Golfe, la conjoncture commençait à se retourner. Renault est la plus touchée des marques françaises, avec une diminution des ventes de près de 30% : sa part sur le marché français est tombée de 28,7 à 26,6%. Tous les constructeurs espèrent la crise passagère, mais les carnets de commande sont réduits à la portion congrue et les magasins d'exposition désertés par la clientèle. Pour tenter de passer le cap, tous les constructeurs ont recours au chômage technique dans leurs usines. Pour les sous-traitants, l'addition est encore plus lourde : Valéo va supprimer 2.500 emplois, dont 1.200 en France, et recourir lui aussi au chômage partiel.
Les transporteurs aériens, eux non plus, ne sont pas à la fête. Ils doivent faire face à une évolution en dents de scie du prix du kérosène : il a très fortement monté en septembre et en octobre, allant jusqu'à 500 dollars la tonne, puis s'est effondré tout aussi brutalement, et tout le monde s'attend à ce qu'il remonte à nouveau dès le déclenchement de l'offensive terrestre dans le Golfe. Les compagnies aériennes doivent aussi faire face à des augmentations de coût dues au renforcement des mesures de sécurité, au contrôle aérien et à la flambée des surprimes d'assurance. Le tout à un moment où leur clientèle a diminué en moyenne de moitié. Bien des avions sont partis à vide, un grand nombre de clients potentiels préférant s'abstenir par peur des attentats ou des détournements. Pour Bernard Attali, président d'Air France et de l'Association des compagnies aériennes européennes, l'industrie du transport aérien connaît sa plus grave crise depuis quarante ans.
Dans un premier temps, chaque compagnie a diminué ses plans de vol, certaines se sont engagées dans une guerre des prix, surtout au-dessus de l'Atlantique. La situation est tellement catastrophique que, contrairement à ses habitudes, la commission européenne a accepté de discuter, le mercredi 20 février, d'un "plan de crise" de trois mois. Bruxelles accepterait ainsi des accords temporaires de réduction de plans de vols vers certaines destinations (mettant ainsi temporairement de côté les règles communautaires de concurrence), des hausses de prix concertées, et même des aides publiques pour compenser les surcoûts exceptionnels.
Ces mesures n'ont pas empêché toutes les compagnies aériennes d'adopter des plans sévères de compression de personnel. British Airways, par exemple, licencie 4.600 salariés et en met 2.000 autres provisoirement en vacances avec seulement la moitié de leur salaire. Dans un premier temps, Air France a essayé de mettre en place des "méthodes souples" d'adaptation des effectifs : non-renouvellement des contrats à durée déterminée arrivés à échéance, gel des embauches, incitations pour que le personnel prenne des vacances ou des congés sans solde, parte en formation. Mais cela n'a pas suffi et, le lundi 18 février, la direction a annoncé aux syndicats qu'elle mettait ses 39.000 salariés en chômage partiel dix heures par mois, soit l'équivalent de 6% du temps de travail.

UIMM : pour une réforme du chômage partiel

A la tête d'une des plus importantes fédérations patronales, l'Union des industries métallurgiques et minières, et également vice-président du CNPF, Pierre Guillen s'efforce de conserver sa sérénité, sans pour autant masquer ses inquiétudes.
"La situation dans les industries des métaux est très contrastée, affirme-t-il. Les secteurs les plus touchés, électronique, mécanique et automobile, le sont sans doute davantage par des phénomènes structurels (récession), par la concurrence des pays du Soleil Levant que par la crise du Golfe. Il n'empêche que les petites entreprises, qui travaillent au coup par coup, prennent de plein fouet l'effet psychologique de la guerre et la léthargie qu'elle entraîne dans le monde des affaires. Les industries de biens d'équipement lourd qui travaillent sur des commandes à deux ou trois ans, s'en tirent évidemment beaucoup mieux." Pour Pierre Guillen, ce n'est pas encore "le marasme", et si la guerre prenait fin avant le mois de juillet prochain, on devrait assister à un phénomène de "relaxation" voire à un "rattrapage", propre à permettre d'aborder 1992 dans une situation convenable.
En attendant, il convient pour Pierre Guillen de colmater les brèches, et notamment "d'assouplir la procédure du chômage partiel". Cela afin d'aider nombre d'entreprises à passer ce cap difficile sans devoir procéder à des licenciements. L'assouplissement proposé par la fédération patronale passerait avant tout par un réajustement de l'allocation minimale versée par l'Etat et par une extension du système à des entreprises de plus petite dimension.
Si, au gouvernement, l'heure est davantage aux restrictions budgétaires qu'à la distribution de manne généreuses, les idées de M. Guillen n'ont semble-t-il pas été accueillies défavorablement au ministère du Travail. Sans toucher au budget, le "plus" pour le chômage partiel pourrait être obtenu par transfert de crédits d'un ministère à l'autre. Mieux vaut un chômeur partiel qu'un chômeur à part entière.

O.D.

Seuls, les sports d'hiver tirent leur épingle du jeu

Le secteur touristique, lui aussi, est sévèrement touché. En janvier, les tours opérateurs (20% des agences de voyage) ont enregistré 18.000 annulations de voyages, une baisse d'activité de 70 à 95% pour l'organisation des séjours. Les agences spécialisées dans l'accueil des étrangers en France ont vu leur clientèle baisser de 18% et envisagent avec une certaine inquiétude les mois de février et mars où elles réalisent traditionnellement 70% des réservations pour l'été. 58% des agences interrogées par leur syndicat national envisagent de licencier du

personnel ou d'avoir recours au chômage partiel. Les agences distributrices ont vu leurs ventes de voyages à forfait chuter de 77%, mais celles de billets sont moins touchées avec une baisse de 28% seulement : 56% d'entre elles pensent aussi à des licenciements. Seules tirent leur épingle du jeu les agences qui commercialisent les sports d'hiver, en particulier dans les Alpes.

Le malheur des produits de luxe

Quant au commerce, son évolution est différente selon les types de distribution. Globalement, les ventes du grand commerce (hypermarchés, grands magasins, magasins populaires) ont progressé de 2,6% en janvier par rapport au même mois de l'année précédente dans l'ensemble du pays, soit une quasi-stabilité compte tenu de l'inflation entre temps. En fait, le surstockage de certains consommateurs, se précipitant dès le début du conflit sur certaines denrées, aboutit aujourd'hui à un affaiblissement de la consommation de ces produits : l'un efface l'autre. A l'inverse, la très forte chute de fréquentation des grands magasins parisiens a elle aussi été limitée dans le temps : les clients ont commencé à revenir mais la clientèle étrangère continue à les déserter. Cette désertion fait aussi le malheur des produits de luxe qui voyaient leur chiffre d'affaires augmenter de plus de 50% depuis 1986 : cette année, il ne fera que stagner. Les salons des ateliers de haute couture sont désertés et on parle déjà de licenciements chez Paco Rabane et même d'abandon de la haute couture chez Balmain.

Tout dépendra de la durée du conflit. Mais on voit déjà se profiler la façon dont les entreprises comptent faire face à la baisse de leur activité. Le chômage partiel, qui était presque tombé en désuétude depuis une dizaine d'années, revient en force. Il laisse intactes les forces productives car ce n'est pas un licenciement : il maintient le contrat de travail. L'employeur verse la moitié du salaire antérieur pendant la période d'arrêt de travail, et récupère auprès de l'Etat une allocation spécifique. Le 13 février, le conseil des ministres a décidé de moderniser cette procédure qui date de 1968 et d'encourager les partenaires sociaux à ouvrir des négociations sur la question.

M.G.

RENAULT : "CE QUI EST PERDU NE SE RATTRAPERA PAS"

L'optimisme n'est guère de mise à la Régie. Comme l'ensemble des constructeurs français, Renault subit de plein fouet les conséquences de la guerre du Golfe. A un ralentissement général -sensible sur la plupart des marchés occidentaux depuis juin dernier, sont venus se greffer, depuis le début du conflit, une véritable "psychose de l'acheteur". Les lieux d'exposition des véhicules subissent une très importante baisse de fréquentation par crainte des attentats. En outre, selon Renault, "les périodes de grande tension comme celle que nous traversons sont peu propices à l'achat ou au remplacement d'une automobile : la clientèle est donc attentiste."

Cette baisse des ventes qui se traduit, selon les derniers chiffres connus chez les constructeurs français, par une chute des commandes de l'ordre de 30% depuis janvier, a obligé Renault à procéder, sur son site de Sandouville où sont assemblées les R 25 et les R 21 à 5 jours de chomâge partiel, et à un jour et demi à l'usine de moteurs de Cléon. "Rien n'est prévu pour mars en matière de réduction de production, affirme-t-on à la Régie", tout en précisant que des mesures du même ordre seraient prises si la situation l'exigeait.

Quel que soit le délai avant l'issue du conflit, les dégâts sont déjà importants, et "les ventes manquées ne seront pas rattrapées". Selon les experts du constructeur, elles se chiffrent déjà pour cette année à un recul de 4%, "à condition que la situation revienne rapidement à la normale".

Cette déprime, qui intervient après plus de trois années d'euphorie, n'est évidemment pas spécifique à Renault, et touche l'ensemble du secteur dans le monde, à la notable exception de l'Allemagne. A l'origine du ralentissement, les Etats-Unis, où les contructeurs de Detroit : Ford, General Motors et Chrysler, affichent des résultats largement déficitaires pour le troisième trimestre de 1990. Globalement, ils auraient perdu 1,7 milliard de dollars, dont 1,3 pour le numéro un mondial, General Motors. Depuis dix ans, l'industrie automobile américaine n'avait subi un tel choc, avec un recul des ventes de 8%.

A la lumière des chiffres de 1990, les dégâts sont encore limités en Europe, même si la Grande-Bretagne et l'Espagne ont subi un recul des ventes de l'ordre de 13%. Le marché italien est resté quasi stable et la France connaît un repli limité à 2%.

Seul pays à tirer son épingle du jeu, l'Allemagne, qui a profité à plein de l'effet unification : les ventes, avec près de 5 millions de véhicules vendus en 1990, ont progressé de 2,6% par rapport à l'année précédente. De quoi attendre, avec une relative sérénité, des jours meilleurs.

Olivier Dutreil



Dossier préparé par Monique Grima

séisme à Billancourt

Le 25 février fera date dans l'histoire ouvrière. La CGT, qui tenait Renault depuis la Libération, passera la main.

On s'y attendait. Mais on a tellement pris l'habitude, depuis la Libération, d'associer Renault et la CGT, la forteresse ouvrière et le plus grand syndicat de France, que la nouvelle a fait un choc. La CGT a perdu la majorité absolue aux dernières élections professionnelles. A l'échelle du groupe, elle passe de 51 à 46,5% : à Renault-automobiles, elle descend encore plus, de 54,6 à 48,3%.



▲ *Trop d'intransigeance...*

La nouvelle n'est pas seulement importante au plan historique pour les nostalgiques. Elle a des conséquences immédiates, car la CGT perd ainsi la majorité absolue des sièges dans les deux principales instances de représentation du personnel, le comité de groupe et le comité central d'entreprise. La CGT entend bien garder leur présidence puisqu'elle "demeure, et de loin, la première organisation syndicale", mais les autres syndicats, tous en hausse, ne l'entendent pas ainsi. FO, passée de 12,8 à 16,3%, affirme que la CGT "serait mal venue de garder sa prééminence au comité central d'entreprise". A la CFDT, passée de 19,1 à 19,7%, on affirme que les syndicats "démocratiques" sont d'accord "sur les objectifs et les moyens pour assurer l'alternance". La CGC (de 10 à 12,1%), forte de sa première place au sein de l'encadrement, veut "tout mettre en œuvre pour qu'une entente solide soit réalisée".

28.000 OUVRIERS DE MOINS

Ce recul de la CGT tire son origine de plusieurs facteurs. Une partie de sa clientèle électorale a été laminée par les différentes vagues de licenciements qui sont intervenues ces dernières années et ont surtout touché le collège des ouvriers : Renault-automobiles n'en compte plus que 69.000 alors qu'ils étaient encore 97.000 en 1984. En outre, la CGT, qui avait axé sa stratégie sur le maintien du site de Billancourt et la défense des "dix" de Renault licenciés pour violences, paie l'échec de ses efforts : Billancourt sera fermé définitivement l'an prochain et les dix n'ont pu réintégrer l'entreprise. Nombre de salariés, même CGT, n'ont pas apprécié non plus l'attitude de leur syndicat, contribuant à faire capoter l'implantation de Renault en Tchécoslovaquie.

Cette intransigeance, due en grande partie à la mainmise toujours plus forte du Parti communiste sur la CGT, contrastait avec l'attitude plus souple des autres syndicats qui s'étaient engagés dans un processus de modernisation négociée des rapports sociaux dans l'entreprise. Ils signaient, il y a quelques mois, "un accord à vivre" avec la direction, considéré comme un modèle du genre. Mais est-il facile de vivre quand l'heure est aux licenciements ?

M.G.

le syndicalisme enseignant, ailleurs...

Le congrès de la FEN (4 au 8 février à Clermont-Ferrand) a été l'occasion pour des syndicalistes étrangers de confronter plusieurs conceptions du syndicalisme.

CANADA

Rosette Comte et Michel Agnaïeff
(Centrale de l'enseignement québécois)

Chez nous, les gens se syndiquent sur des critères strictement professionnels, pas idéologiques. Quand, dans un établissement, ou une entreprise, plus de la moitié des salariés souhaite adhérer à un syndicat, il est automatiquement accrédité. Ensuite, tous les travailleurs sont tenus de verser une cotisation. Pour nous, il est inacceptable que des salariés profitent gratuitement des luttes des autres. Quand un syndicat négocie, il le fait pour tout le monde, pas seulement pour ses membres, il est normal que tout le monde cotise.

Pour l'enseignement primaire et secondaire, nous avons un syndicat unique, la "Centrale de l'enseignement du Québec" (CEQ) qui groupe 70.000 enseignants.

Dans la CEQ, il y a aussi, comme à la FEN, des non-enseignants, mais pas de directeurs d'établissement. Pour nous, ce serait absurde : ce sont des patrons !

Comme chez vous, la montée du libéralisme a entraîné ces dernières années un déclin du syndicalisme.

Vos congrès sont très différents des nôtres : ici, les débats relèvent plus de la guerre de tranchées que de mouvement. On assiste à des discours figés, où personne ne semble atteint par les arguments des autres. Chez nous, les propositions des uns et des autres évoluent au cours des débats.

Grouper tous les enseignants dans une même branche permet de faire avancer l'égalité et de se battre mieux pour tout le monde. L'essence du syndicalisme, c'est l'identité professionnelle. Qu'on enseigne dans le primaire ou le secondaire, on fait bien le même métier !

LITUANIE

Juoazas Uzdila
(Syndicat des éducateurs lituaniens)

Pour nous, être au congrès de la FEN est un événement : notre syndicat était interdit depuis l'annexion du pays par l'URSS, voilà 50 ans. Il s'est reconstitué il y a un an et compte déjà 6.000 membres sur les 30.000 enseignants de la République balte. Notre dernière participation à un congrès date de 1937. Aujourd'hui, nous sommes de nouveau affiliés au SPIE (Secrétariat professionnel international de l'enseignement, social-démocrate) dont nous étions déjà membres avant la Seconde Guerre mondiale.

Notre objectif ? Démolir l'ancien syndicat officiel qui empêche toute évolution. Avant tout, il nous faut combattre pour l'indépendance de la Lituanie."

LUXEMBOURG

Monique Adam
(Confédération de la fonction publique)

"Tous nos enseignants et éducateurs, de la crèche au niveau terminale, sont syndiqués dans les mêmes structures. Ce qui ne nous empêche pas de connaître les mêmes divergences qu'en France entre ceux du primaire et du secondaire. Il me semble pourtant que tout le monde gagne à être ensemble. L'unité nous rend plus forts dans nos négociations avec le gouvernement et évite les dérives corporatistes. Cela dit, je me demande si l'insistance en France sur la crise du syndicalisme n'est pas dangereuse. Ce n'est pas très mobilisateur."

P.J.

les cycles à l'école : en douceur...

Depuis janvier, les cycles se mettent en place en primaire et maternelle. Plus ou moins rapidement selon les pratiques de chaque école et sans beaucoup de consignes du ministère. Dans un des 33 départements pilotes, exemple d'une école qui joue le jeu, à Amiens.

Pimpante avec ses murs de briques rouges impeccables, ses baies vitrées décorées de découpages, l'école Voltaire tranche singulièrement avec la grisaille des immeubles qui l'entourent. Une architecture en harmonie avec l'enseignement résolument novateur du lieu. "Bien avant que l'école ne s'organise en cycles, des ateliers musique, informatique, vidéo... réunissaient déjà toutes les semaines les enfants des cours préparatoires des deux écoles primaires de Voltaire et ceux des grandes sections (GSM) des trois écoles maternelles du quartier", explique Alain Wadbled, directeur de Voltaire B. Un "décloisonnement" avant l'heure qui a facilité la mise en place des nouveaux cycles (apprentissages fondamentaux de la GSM au CE1, approfondissements du CE2 au CM2). Il faut dire que l'école, en ZEP (zone d'éducation prioritaire) depuis 1982, a l'habitude d'affronter des situations complexes. N'empêche : "Quand on a appris qu'on était dans les 33 départements pilotes pour la mise en place des cycles, on n'a pas été spécialement ravis, avoue franchement Marie-José Wemelle, institutrice en CM2. Mais on ne s'est pas affolé : le travail d'équipe, ici, on connaissait. Ce n'était pas une révolution, ni dans l'esprit, ni dans la forme." Pas question de casser la structure classe. L'évolution se fait en douceur : une demi-journée par semaine, les élèves de chaque cycle sont répartis en 9 groupes -un par enseignant- chargés chacun de travailler un point précis : les 500 mots indispensables, lecture d'images, compréhension d'énoncés mathématiques... Pour constituer les groupes, les enseignants sont partis de l'évaluation d'entrée en 6e, en ont repris les points mal connus et ont regroupé les élèves en évitant de créer des groupes de niveau. D'emblée, face aux énormes difficultés des enfants, l'essentiel de l'effort a été mis sur la langue. Pour l'instant, l'équipe fonctionne de façon empirique. Il reste à fixer des critères d'évaluation pour orienter chaque enfant dans le groupe qui lui convient et vérifier que l'objectif a été atteint. Au bout de sept semaines, les maîtres procéderont à une évaluation globale et dresseront un premier bilan.

"CHANGER DE MAITRE, C'EST SUPER !"

Brun, bouclé, blouson bleu et regard sérieux, Adil (CM1) est ravi : "Les groupes, c'est super. On est avec des plus grands qui nous aident. Moi, je ne comprenais pas les groupes nominaux, c'est Augustin, du CM2, qui m'a expliqué. L'ambiance aussi est meilleure, plus calme qu'en classe." Enchantée, aussi, la petite Shéhérazade (CE2) : "En groupe, on rit plus, les exercices sont différents, plus amusants. On a plus de temps pour comprendre. Et j'aime bien changer de maîtresse." Reste que, malgré l'enthousiasme général, les maîtres rament : "Les premiers textes du ministère nous sont parvenus en janvier, au moment où tout devait démarrer !" déplore Alain Wadbled. "Sans consignes officielles, les instituteurs ont essuyé les plâtres seuls", observe-t-on avec regret au SNI, où l'on est pourtant très favorable au projet. Au ministère, on prône l'évolution en douceur : la classe doit rester la structure de base, il n'est pas indispensable de décloisonner. Avec le risque grave que trop de temps et pas assez d'aide ne condamne cette réforme fondamentale avant même qu'elle n'ait été mise en place...

P.J.

▼ *En groupe, on comprend mieux*



BREF... EN BREF... EN

■ **L'accession sociale à la propriété recule. En 1990, 38.000 logement PAP ont été mis en chantier (47.000 en 1989), et 47.000 logements locatifs sociaux en PLA contre 50.000. Les engagements de crédits, qui ont progressé de 19%, ont d'abord bénéficié à la réhabilitation de vieux logements.**

■ 250.000 contrats emploi-solidarité en un an. La Ligue de voile de Champagne-Ardennes a embauché vingt personnes, l'Association d'aide à domicile en milieu rural, vingt-sept, pour encadrer des haltes garderies ; les Restos du cœur de Bitche, dix pour la culture maraîchère et la distribution des repas.

■ **Les dépenses de la Caisse maladie du régime général de la Sécurité sociale ont progressé de 7,1% en 1990.**

■ Effectifs EDF : 119.000 personnes en 1990, soit 1.900 de moins que l'année précédente. Le personnel d'exécution est en baisse : 34,3% (40,8% en 1980). Agents de maîtrise (49,7%). cadres (16%). L'agent EDF est généralement un homme (81%), jeune (50% moins de 37 ans).

■ **Le prix du gaz a augmenté de 2% le 15 fév., l'électricité augmentera de 2,2% au 1er mars.**

■ La Fédération nationale du bâtiment ne veut pas que les inspecteurs du travail aient le droit de fermer un chantier en cas de "danger grave ou imminent", comme le suggère le rapport Max Querrien sur les accidents de travail dans les BTP. La Fédération se dit prête à appuyer des mesures "incitatives" pour améliorer la prévention.

■ **Elections des délégués de parents d'élèves. Légère reprise en primaire : 45,76% des parents ont voté, (0,59% de plus qu'en 1990). En tête toujours : la FCPE (majorité) -38%-, devant la PEEP (opposition) -8,50%. Dans le secondaire, la participation continue à baisser : 32,14%, (0,51% de moins). La FCPE poursuit sa progression -58,17%- devant la PEEP -27,48%.**

■ Concours de recrutement CAPES et CAPET. Selon le SNES (premier syndicat en lycées), il n'y aurait que 10.820 postes au concours externe cette année et 10.050 au concours interne. Pas du tout, répond-on à Matignon : il y en aura 11.500 à chacun des deux concours, soit 23.000 au total, 3.400 de plus qu'en 1990. Une querelle byzantine : un tiers des postes n'a de toute façon pas trouvé preneur l'an dernier.

■ **Grand retour des langues anciennes ? Le nombre de latinistes et d'hellénistes ne cesse d'augmenter dans les collèges : respectivement 27,1% et 2,3%, contre 17,4% et 0,9% il y a vingt ans.**

■ "L'heure et le cours ne peuvent continuer à régner en maîtres dans notre pédagogie", vient d'affirmer Lionel Jospin. Un premier pas vers la rénovation des lycées avant le grand saut prévu à la rentrée 1992.

■ **Halte à la dictature des maths et aux horaires surchargés ! La Conférence des grandes écoles propose une réforme des prépas misant sur le travail personnel et en équipe et des emplois du temps qui passeraient de 35 à 28 heures par semaine. Objectif : faire face à l'accroissement des effectifs, 35% prévus d'ici à 1994.**

C . L . U . B

Vendredi

En vacances ?
Que diriez-vous d'un petit voyage
à l'intérieur du Parti socialiste ?
ou d'un rendez-vous
avec Michel Piccoli,
Charlotte Rampling, Maria de Medeiros...?



Pour faire des envieux ?
une seule solution :
s'abonner !





Comment le PS fonctionne-t-il ?
Ses fédérations et sections ?
Qui sont ses militants
et ses "éléphants" ?
Qu'est-ce qu'un courant ?
Bilan pour les uns,
voyage initiatique pour les autres :
voici un ouvrage pédagogique,
bien documenté...
Une enquête
au-dessus de tout soupçon.

Commandez-le
nous vous l'envoyons !

Abonnez-vous !

BON DE COMMANDE

A renvoyer à : "Vendredi" - Service lecteurs
10 rue de Solferino - 75333 Paris cedex 07
Merci de penser à joindre votre bande adresse

Nom.....

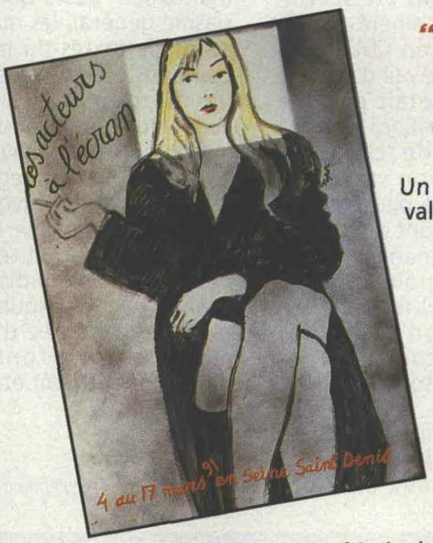
Adresse.....

Code postal.....Ville.....

- ❑ 1 - *Je m'abonne à "Vendredi" pour un an : **250 F***
  *(étranger : DOM-TOM - CEE : **400 F** - autres pays : **600 F**)*
- ❑ 2 - *Je m'abonne à "Vendredi" et commande l'album "Dessins inspirés par l'actualité" : **300 F***
- ❑ 3 - *Je m'abonne à "Vendredi" et commande "Enquête à l'intérieur du PS" : **350 F***
- ❑ 4 - *Je m'abonne à "Vendredi" et commande l'album "Dessins inspirés par l'actualité" et "Enquête à l'intérieur du PS" : **400 F***
- ❑ 5 - Je suis abonné à "Vendredi" et veux recevoir uniquement l'album "Dessins inspirés par l'actualité" : **100 F**
- ❑ 6 - Je suis abonné à "Vendredi" et veux recevoir uniquement "Enquête à l'intérieur du PS" : **140 F**
- ❑ 7 - Je suis abonné à "Vendredi" et veux recevoir "Enquête à l'intérieur du PS" et "Dessins inspirés par l'actualité" : **200 F**

Soit au total.....F
Ci-joint mon paiement par chèque bancaire ou postal
Date *Signature*

Je prends note que je recevrai en cadeau le pin's "Vendredi"



"LES ACTEURS À L'ECRAN"

(du 4 au 17 mars 1991 à Saint- Denis, Bobigny et Aubervilliers)

Un festival, pour mettre en valeur le travail du comédien.

Vendredi propose **150 places gratuites** à ses abonnés, pour l'avant-première de *"l'Autre"*, film de Bernard Giraudeau, et des soirées en présence de Michel Piccoli, Maria de Medeiros, Charlotte Rampling, Kati Outinen.

- **MARDI 5 MARS** (TGP Saint Denis) projection en avant-première de *"l'Autre"* et rencontre avec l'acteur-réalisateur Bernard Giraudeau.
- **LUNDI 11 MARS** (Magic Cinéma, Bobigny) projection de *"La Fille aux allumettes"* et rencontre avec Kati Outinen.
- **MERCREDI 13 MARS** (TGP Saint Denis) lecture d'une nouvelle et interview de Michel Piccoli, projection du *"Mépris"*.
- **JEUDI 14 MARS** (Ecran, Saint Denis) projection de *"Henry et June"* et rencontre avec Maria de Medeiros.
- **VENDREDI 15 MARS** (TGP Saint Denis) projection de *"La Chair de l'orchidée"* et rencontre avec Charlotte Rampling.

■ ***Répondeur-programme : 48.20.99.20*** ■

Comment obtenir ces invitations ?
En nous appelant, à partir du **mardi 26 février**, au ***45.56.78.57.***
Et n'oubliez pas : identifiez-vous avec votre numéro d'abonné.

DANS LE SUD-TOULOIS

un esprit de pays pour aller vers l'avenir

Des pays dans un pays.
Des territoires, avec leur parfum, leur sourire et leurs souffrances.
Aujourd'hui, ils déclinent ou résistent.
En Lorraine, le Sud-Toulois : 39 communes, 9.300 habitants.

L'aventure a commencé au milieu des années 70 : autour de Michel Dinet (député), une équipe pense désertification et exode rural. Que faire, comment ? Ne pas se lancer à l'aveuglette, au risque de s'essoufler ou d'échouer. De 1976 à 1979, est la période du diagnostic. Un livre blanc révèle un constat si noir qu'il démobilise les acteurs plutôt que de les motiver. L'équipe conquiert, en 1978, un poste de conseiller général (canton de Colombey-les-Belles), donnant une assise politique à sa réflexion et, l'année suivante, se constitue en association : l'ADCC (Avenir et défense du canton de Colombey). De 1979 à 1984, avec pragmatisme, des actions précises sont lancées dans le domaine de l'agriculture, du commerce, de la promotion du pays... Des succès et des échecs. "Les gens ne se connaissaient plus", explique Denis Valence, agent de développement. Oubliées, les fêtes et les rencontres. "Le Petit Cantonnal" qui, en 1985, deviendra "L'Intercantonnal", sera le premier fil d'un tissu social à recomposer. L'équipe refuse la signature d'un contrat de pays qui lui aurait offert une manne financière non négligeable. Trop tôt, pas prête.

En 1984, le livre blanc est réécrit, en forme de bilan, plus positif. L'année suivante, l'EPIC (Etablissement public intercommunal de coopération) est fondé. Il répond au désir d'engagement juridique et financier, sans être trop contraignant. Les participations financières de la région (600.000 F/an) et du département (800.000 F/an) sont assurées pour trois ans. A cela s'ajoute la participation des communes : 3 F par habitant au départ, 33 F prévus en 1993.

Le premier protocole d'accord a couvert les années 1986-87-88. Le second s'est attaqué aux projets de plus grande envergure : un centre d'accueil pour enfants, une maison de la formation, l'alimentation en gaz du secteur... Les commissions de travail sont le nerf de la structure, ouvertes à ceux qui peuvent donner un peu, beaucoup de leur temps. Les propositions sont, in fine, soumises à l'Assemblée générale de pays, lieu même de la fameuse "démocratie participative", prônée en pays toulois. Des commissions, on ne se contente pas de sucer la sève de la réflexion : elles deviennent comités de pilotage, associés à l'action. L'exemple de la maison de retraite illustre cette façon d'emprunter les chemins non conventionnels : après l'enquête déterminant l'emplacement de l'établissement, la commission santé, pendant deux ans, a élaboré une "thérapeutique contre le vieillissement" qui a servi de base à un concours d'architectes. Une fois choisi, l'architecte n'en était pas quitte pour autant : tous les quinze jours, il a rencontré la commission. Les travaux ont commencé. "Il faut savoir résister aux procédures toutes faites. Si elles existaient, cela se saurait", insiste Michel Dinet. Certains disent "c'est trop beau, on a dû oublier quelque chose, raconte Denis Valence. Les administrations ont été troublées, elles n'avaient jamais vu pareille agitation."

Michel Dinet rappelle quelques principes : la durée, un bon diagnostic, l'aspect global du projet et, pour catalyser l'ensemble, un esprit de pays, une mémoire collective pour avancer. "Il s'agit d'un projet politique de vie, de la construction d'une citoyenneté dans un espace."

"Je vous souhaite de vivre ce que l'on vit dans notre pays", cet aveu a été entendu, rapporte Denis Valence, dans la bouche d'un opposant. L'avenir n'est pas gagné. L'EPCI pourrait être remplacé par un district, avec une fiscalité propre. La bonne solution ? En pays toulois, on y réfléchit.

Maryline Trassard

▼ *Dans le pays de Toul : Saulxures-lès-Vannes*



BREF... EN BREF...EN

■ **Le journal municipal "Viva Villeurbanne" publie, à partir de ce mois, un supplément en braille. Tiré à 400 exemplaires, il sera envoyé sur demande aux non-voyants de la ville. Il sera également mis en dépôt dans les lieux concernés : école d'enseignement pour déficients de la vue, etc.**

■ Rencontre entre la communauté urbaine de Lille et les représentants de groupements intercommunaux belges, le 1er février. Objet : mettre en place une coopération transfrontalière, qui pourrait être précisée dans une charte, lorsque les partenaires se retrouveront, le 22 mars prochain.

■ **Le développement des villes françaises de dimension européenne et les réseaux de villes, tel est le sujet d'un rapport présenté au Conseil économique et social, par Jacques Fabre. Un constat : "Nos grandes villes de province ont, dans l'ensemble, une faible image à l'étranger" et n'ont pas les moyens de concurrencer les Francfort, Milan ou autres Barcelone. Les réseaux de villes seront-ils une forme de réponse à cette faiblesse ?**

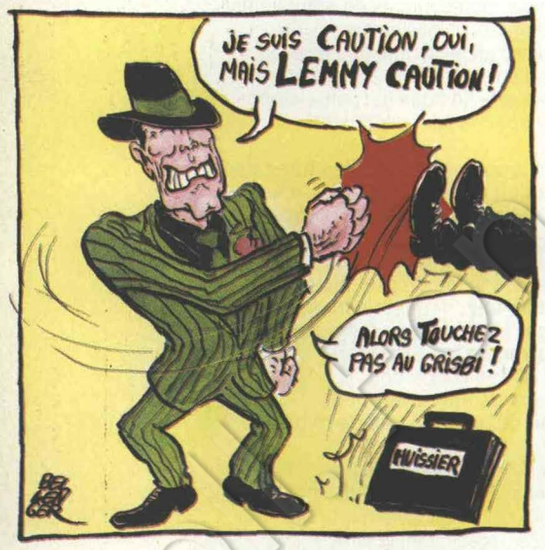
■ La ville du Havre a reçu le prix "Communicaville", pour un petit film de cinq minutes, "Le Havre, porte ouverte sur l'espace", présentant la ville. C'est la qualité du scénario qui a permis de faire la différence avec les 150 autres municipalités concourant.

■ **"Quartiers lumières". Cette manifestation mettra en évidence 400 projets exemplaires, dans les domaines de la culture, du sport, de l'environnement, au cours des mois de mai et juin prochains. De même, l'implantation d'une centaine de "Cafés musiques", lieux de rencontres et d'expressions culturelles, gérés par les jeunes des quartiers, correspond à l'objectif, affirmé par Michel Delebarre et Jack Lang, de soutenir les initiatives culturelles des jeunes générations.**

cautionnement : un engagement à mesurer

La protection des personnes qui se portent caution passe par une meilleure information. Avant de signer, il faut savoir.

Le cautionnement est un contrat par lequel une personne appelée "caution" garantit l'exécution d'une obligation par exemple le remboursement d'un crédit à un créancier. La personne qui se porte caution s'engage donc à payer à la place du débiteur si celui-ci ne peut plus faire face. Le cautionnement n'est pas un acte moral, mais une réelle contrainte financière et juridique. La personne caution doit donc mesurer son engagement avec attention.



Deux types de cautionnement.
Vous pouvez être caution simple ou caution solidaire.

*** Caution simple.**
Si vous vous portez caution sans autre précision, il s'agit d'une caution simple.
En cas de poursuite, vous pouvez demander au créancier de s'adresser d'abord au débiteur en réalisant par exemple une saisie sur son compte ou son patrimoine. On appelle cela le "bénéfice de discussion". Si les biens du débiteur sont insuffisants, vous serez poursuivi en paiement.
Si d'autres personnes garantissent le même engagement, vous pouvez contraindre le créancier à poursuivre chacune des cautions séparément pour sa part. On appelle cela le "bénéfice de division".
La personne caution simple n'est tenue qu'à la hauteur de son engagement.

*** Caution solidaire.**
Vous ne pouvez invoquer les bénéfices de discussion et de division et vous pouvez être poursuivi dès que le débiteur principal a été mis en demeure de payer.
S'il existe plusieurs personnes caution pour garantir le même contrat, elles peuvent chacune être poursuivies pour la totalité de la dette. Le créancier choisit la caution la plus solvable.

Une formule type.
Une formule type de cautionnement pour les crédits à la consommation ou immobiliers est désormais requise.
Pour une caution simple, sous peine de nullité de son engagement, la personne caution doit faire précéder sa signature de la mention manuscrite suivante :
• "en me portant caution de X dans la limite de la somme de... couvrant le paiement du principal, des intérêts et, le cas échéant, des pénalités de retard et pour la durée de..., je m'engage à rembourser au prêteur les sommes dues sur mes revenus et mes biens si X n'y satisfait pas lui-même."
La personne caution solidaire doit écrire :
• "en renonçant au bénéfice de discussion défini à l'article 2.021 du Code civil et en m'obligeant solidairement avec X, je m'engage à rembourser le créancier sans pouvoir exiger qu'il poursuive préalablement X."

Protection des cautions.
• Dès la première défaillance du débiteur, l'établissement de crédit doit informer la personne caution.
• L'établissement de crédit doit vérifier la compatibilité de l'engagement pris par la personne caution avec sa situation financière, sinon le juge peut prononcer la nullité du caution- nement. En revanche, la personne caution est obligée d'honorer son engagement si son patrimoine le lui permet.
• La personne caution a la possibilité de revenir sur son engagement dans un délai de 7 jours à partir de la date de la signature du contrat.

Ce qu'il faut savoir.
• Le cautionnement ne peut excéder ce qui est dû par le débiteur.
• Il est lié à l'obligation principale. Si celle-ci est annulée, le cautionnement l'est aussi.
• Ne pas s'engager de façon illimitée.
• En cas de décès de la personne caution, l'engagement passe à ses héritiers.
• Entre époux mariés sous le régime de la communauté, le cautionnement de l'un pour l'autre ne s'éteint pas avec le divorce.

Chrystie Lipani

Pour en savoir plus, consultez le n° 795 du "Particulier" (avril 1990).

PETITES ANNONCES
100 F la ligne

9101. Très urgent. Recherche, DOM-TOM ou étranger, emploi dans tourisme, commerce extérieur, etc. 10 ans exp. commerciale, rel. humaines et publiques, gestion. Ecrire au journal qui transmettra.
9102. Petit-fils, fils de militant socialiste, socialiste. H 36 ans. Bac. techn. agricole. Techn. en org. et gestion d'entreprise, marketing. Dipl. gestion et adm. centre équestre. Rech. URGENT emploi coll. loc., association, etc. et espère en solidarité socialiste. Ecrire Lionel Reux , 24 rue J.-Mermoz 35240 Retiers.

Ville de Corbeil-Essonnes (91100)
Groupe socialiste d'élus municipaux
Recherche pour son cabinet
COLLABORATEUR (TRICE)

✔ Titulaire du bac. les candidats doivent maîtriser les techniques de secrétariat et posséder le sens de l'accueil et des relations publiques.

✔ Le poste est à pourvoir dans le cadre de Rédacteurs ou Attachés territoriaux suivant diplômes et/ou position statutaire, ou comme contractuel.

Adresser candidature et C.V. à : Monsieur Raoul Perez président du groupe des élus Hôtel de ville - Place Galignani 91108 Corbeil-Essonnes cedex

... EN BREF...

■ **Protection du consommateur : le conseil des ministres du 13 février a approuvé un projet de loi présenté par Véronique Neiertz, secrétaire d'Etat chargée de la Consommation. Ce texte renforce la défense du consommateur. Il autorise aussi la publicité comparative.**

■ Vandalisme et terrorisme, sommes-nous assurés ? La loi du 9 septembre 1986 rend obligatoire dans les contrats d'assurance la garantie contre les dommages "résultant d'actes de terrorisme ou d'attentats commis sur le territoire national". Les contrats "dommages" couvrent, en principe, les actes de vandalisme.
La victime doit adresser une déclaration à son assureur dans les 5 jours qui suivent.
Pour les commerçants, les vols et les bris de marchandise dans les vitrines font l'objet d'une garantie spéciale.
Les automobilistes ne seront indemnisés que si leur contrat d'assurance comporte une garantie "dommages tous risques".
Les victimes non indemnisées peuvent se retourner contre l'Etat (loi de 1983 sur les dégats causés par les émeutes qui engage la responsabilité de l'Etat).

■ **Impôts et droit à l'erreur : une déclaration déposée en retard peut entraîner une majoration de 10%. En outre, le droit à l'erreur prévu à l'article 1.733 du code général des Impôts vient d'être plafonné au 20e (soit 5%) de la base d'imposition en matière d'impôt sur le revenu.**

■ Photo et paiement par chèque : il est admis qu'un commerçant peut vous prendre en photo lors d'un règlement par chèque mais il n'a pas le droit de le faire sans votre autorisation.
Ce faisant, il porterait atteinte à votre vie privée (art.368 du Code pénal). Le commerçant risque de deux mois à un an de prison et une amende de 2.000 à 5.000 F.
Vous pouvez refuser d'être pris en photo mais on risque alors de ne pas accepter votre chèque.

■ **Crèches : le mensuel "Parents" publie la carte de France des crèches et des lieux d'accueil pour les enfants. Cette enquête tend à montrer que "moins de 44% des besoins d'accueil sont couverts".**

... LE DESSIN DE LA SEMAINE ...



BLOC - NOTES

Claude Estier

13 février
Abri civil ou bunker militaire ? On épiloguera longtemps sur ces centaines de cadavres dont les images provoquent partout émotion et tristesse en mettant fin à l'illusion d'une "guerre propre". Mais il n'y avait pas d'images, donc pas d'émotion, quand Saddam Hussein a fait gazer des milliers de paysans kurdes ou exécuter, depuis le 2 août, des centaines de civils au Koweït...

14 février
A propos de la proposition, fort peu réaliste, de Jacques Chirac pour une conférence régionale des pays du Proche-Orient sous la présidence de la France à l'exclusion des autres membres permanents du Conseil de sécurité, un dirigeant du RPR, et non des moindres, me confie : "Chirac fait partie de ces hommes politiques qui, au lieu de se taire, ne ratent jamais une occasion de dire une connerie !"

15 février
A la gare de Grenoble où j'attends le TGV pour Paris, la rumeur se répand soudain : "la guerre est finie". Quelqu'un a entendu à la radio que Saddam Hussein a demandé le cessez-le-feu et va évacuer le Koweït. Je vais aux nouvelles pour apprendre que ce n'est pas tout à fait cela. L'espoir né brusquement s'évanouit lorsque sont connus les détails de la proposition irakienne. Chef-d'œuvre de duplicité : l'Irak se déclare prêt à appliquer la résolution 660 qui lui enjoint d'évacuer "immédiatement et inconditionnellement" le Koweït mais il ne pose pas moins de neuf conditions, la plupart irréalisables, à ce retrait. Je ne dirai pas comme George Bush que c'est une "farce cruelle" mais plutôt, comme François Mitterrand, que cette "diplomatie de propagande" ne peut être retenue bien qu'elle comporte un élément nouveau puisque la seule évocation de la résolution 660 contredit ce que Saddam Hussein n'a cessé d'affirmer depuis le mois d'août, à savoir que le Koweït était "pour toujours" la dix-neuvième province de l'Irak.
S'agit-il d'une simple manœuvre ou du début d'une désescalade ? Dans la première hypothèse, Saddam Hussein chercherait seulement à troubler l'opinion occidentale et à relancer la solidarité des masses arabes en tentant de rejeter sur les Américains la responsabilité de la poursuite de la guerre. La seconde signifierait qu'il craint sérieusement la prochaine offensive aéroterrestre des alliés et qu'il cherche à gagner du temps ou à trouver une issue avant d'être détruit. En posant des conditions qu'il sait inacceptables, il place la barre très haut mais n'en est-il pas toujours ainsi avant que ne s'engage une négociation ?

18 février
On avait un peu vite enterré Mikhaïl Gorbatchev, piètre réformateur mais diplomate subtil. Chacun aujourd'hui se tourne vers Moscou, convaincu que le président soviétique, à qui la coalition a donné 48 heures pour réussir, est le seul capable, si c'est possible, de faire entendre raison à Saddam Hussein. Solidaire de toutes les résolutions des Nations Unies, que l'URSS a votées, il est néanmoins resté absent du champ de bataille, ce qui lui permet de se poser en médiateur et, à toutes fins utiles, de sauver le dictateur irakien de l'écrasement qui lui est promis. Le sort de la guerre -et de milliers de vies humaines- se sera donc joué dans ces trois heures d'entretien derrière les murs du Kremlin à l'issue desquelles Tarek Aziz a couru reprendre l'avion pour Bagdad avec, dans sa valise, le plan de règlement soviétique dont le point de départ est le retrait inconditionnel des troupes irakiennes du Koweït. Ce n'est pas ce que Saddam Hussein proposait vendredi, mais va-t-il enfin comprendre qu'il n'est plus maître du jeu ?

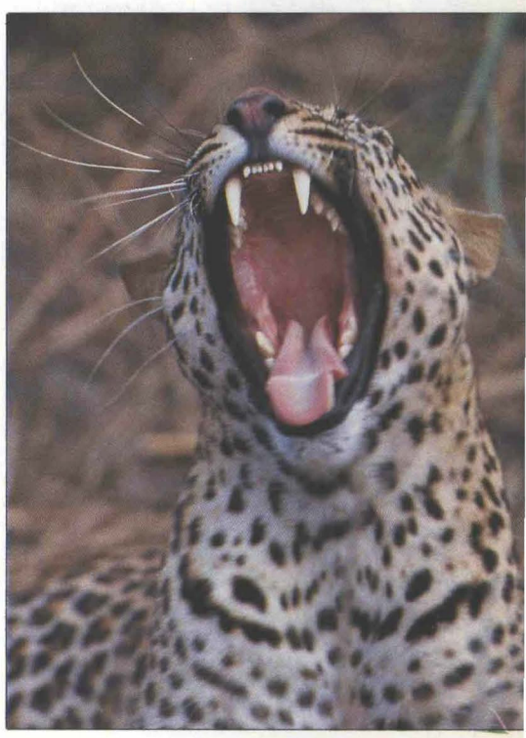
VIRGIL TANASE

L'animal s'améliore, l'homme se détériore

Le transfert se fait avec des nuances : Cavanna déteste davantage ses semblables qu'il n'affectionne les bêtes. Remo Forlani semble plus attaché aux chats qu'occupé par le destin de l'humanité. L'un et l'autre m'ont séduit.
Certes, nous, les hommes, nous en prenons plein la gueule -pourvu que ça nous serve de leçon ! Remo Forlani régle notre compte en passant sans trop s'attarder sur nos misères. Il se contente de constater que "depuis la création du monde, l'homme (déjà imparfait) s'est pas mal détérioré... Les animaux, eux, se seraient plutôt policés. Même les plus carnassiers d'entre eux dévorent beaucoup moins d'êtres humains. Surtout dans les villes de quelque importance." Cavanna, lui, a une vision plus radicale : "L'homme pourrit tout ce qu'il touche, un point c'est tout." Plus loin, il enfonce le clou : "Notre civilisation : une jolie fille, pomponnée et maquillée, assise sur un tas de merde." Ne croyez surtout pas que vous allez vous sauver en appelant à la rescousse le cogito que l'homme agite fièrement dès qu'il se sent menacé dans son identité : "La raison, continue Cavanna impitoyable, (l'intelligence, la réflexion, la conscience, appelle ça comme tu voudras) croit tenir le gouvernail, alors qu'elle n'est qu'un instrument entièrement soumis aux toutes puissantes pulsions animales. C'est pourquoi toute société humaine est vouée à l'injustice, à la brutalité, à la corruption et, depuis qu'elle en a les moyens (depuis que la raison raisonnante lui en a fourni les moyens !), à l'autodestruction."

Lorsqu'on n'aime pas les hommes, ce qui peut se comprendre, on a intérêt à aimer les animaux.

Ce n'est pas gai, je l'admets, mais c'est si bien écrit ! Si drôle ! Dans le malheur d'une condition honteuse, on a au moins la consolation du style. On sait, par écrivains interposés, s'immoler avec humour - dans le cas de Cavanna, le terme est faible. A travers les hommes, il s'en prend à l'univers entier, à Dieu, qui, peut-être, n'existe pas, à la logique cosmique, à la mécanique des étoiles qui engendre ici, dans ce recoin pusillanime de l'univers, des phénomènes aussi désolants et ridicules que la corrida et la réforme de l'orthographe, la chasse et les chemises Lacoste, la brosse à dents et l'abandon des animaux, la politique nataliste et "l'implacable montée du marécage de boue puante qu'on se plaît à nommer "l'irrationnel" et qui n'est, tout simplement, que le triomphe de la bêtise, de l'increvable bêtise au mufle arrogant, activement propulsée par la cupidité des charlatans."
Le livre de Cavanna s'intitule "Coups de sang" (1) et il est écrit avec rage. Celui de Remo Forlani, "Ma chatte, mon amour" (2), est plus mielleux et le fiel s'insinue sournoisement : "Ça miaule au lieu de proférer des banalités sur le temps qu'il fait et sur l'avenir de l'Europe..." On comprend aisément la passion de Forlani pour une Finette, par ailleurs assez peau de vache, ne se laissant pas impressionner par l'ardeur de l'écrivain lui dédiant des poèmes naïfs et la dessinant sous toutes les coutures. Il y a de l'enfantillage dans l'entreprise de Remo Forlani, et cette façon de faire le pitre constitue une autre manière d'échapper au monde des grands envers lesquels Cavanna est si impitoyable. S'occuper de son chat plutôt que des souffrances du monde c'est refuser d'entrer dans le jeu, refuser, lorsque le monde vous a pris et vous entraîne de force, Dieu sait où, de se leurrer et de prendre notre défaite métaphysique pour une victoire sociale.
"J'aime l'humanité, avouait Dostoïevski, mais je déteste les hommes...!"



(1) Belfond, 267 p., 110 F.
(2) Ramsay, 96 p., 149 F.

"il" a mauvais genre

Il s'agit d'un sujet important. Mais, à propos, pourquoi ne dit-on pas aussi bien : "elle s'agit d'un sujet important" ?... ou "elle est minuit moins le quart" ? Pourquoi la langue française et quelques autres (celles d'origine romane en particulier) ne sont-elles pas vraiment neutres ? Ou plus précisément pourquoi le neutre y est-il (y est-elle ?) masculinisé ?

▼ *Cranach l'Ancien : "Adam et Eve"*



C'est Luce Irigaray qui nous amène à nous poser ces questions. A nous tous, c'est-à-dire tous et toutes. Les hommes pour les culpabiliser, les femmes pour qu'elles prennent conscience et réagissent sans tarder. Luce Irigaray bataille sur ces terrains-là depuis des années. Elle est linguiste, psychanalyste aussi. Féministe active également ; et aussi prosélyte qu'active. Pour le coup, elle décoiffe !

Suivons la dans sa démonstration. "Hommes et femmes, nous dit-elle, ne parlent pas pareil. Et les langues n'en parlent pas de la même manière." Dans nos langues, ajoute-t-elle, le féminin est devenu le non-masculin, c'est-à-dire une réalité abstraite inexistante ; la femme nie son sexe et son genre.

Plus encore, le lexique concernant les femmes se compose de termes souvent peu valorisants, sinon injurieux, qui les définissent comme un objet par rapport au sujet masculin. Et les exemples de fleurir. On dit "un moissonneur" pour un homme qui moissonne. Si on dit "une moissonneuse", c'est pour désigner une machine, rien n'existe pour la femme qui moissonne. Idem pour le médecin : la médecine n'est qu'un produit et la femme médecin est affublée de l'horrible dénomination de doctoresse. Les mots valorisants (soleil, fleuve, etc.) sont masculins, les mots féminins sont infériorisants (lune, rivière). Et si on lui objecte que la terre est féminine, Luce Irigaray en convient, mais rétorque que la terre est découpée en parcelles que se répartissent les hommes (sexe masc.). A être aussi systématique et automatique, la démonstration perd beaucoup de son impact : les mots nouveaux qui accompagnent un progrès passent, nous dit-elle, du féminin au masculin. Exemple donné : *le* Boeing supplante *la* Caravelle, etc.

Ces prémisses inégales et quelques autres souvent pertinentes amènent globalement à la conclusion que "une justice sociale, notamment sexuelle, ne peut se réaliser sans changement des lois de la langue." Il n'y a rien de plus juste, de plus véritable, pour parler comme Monsieur Jourdain.

Bien qu'il ne soit pas nécessaire d'espérer pour entreprendre, on peut tout de même se demander, à constater les difficultés rencontrées par la modeste réforme de l'orthographe que l'on sait, comment passerait une telle révision de la syntaxe. Parviendrons-nous demain à chanter d'une voix unie, comme le préconise notre auteur : "Allons enfants de la matrie"... ?

J.G.

Luce Irigaray : "Sexes et genres à travers les langues" et "Je, tu, nous", Grasset, 468 p., 155 F et 170 p., 85 F.

CINEMA

"L'Eveil"

En 1966, le Dr Sacks prend en charge un groupe de malades psychiques profonds, rescapés d'une épidémie d'encéphalite. Réputés incurables, ils sont dans une immobilité totale, traits figés, incapables de se nourrir ni de se mouvoir. Pourtant, bientôt, il s'aperçoit que leur intelligence est restée intacte et décide de tenter de les réveiller en leur administrant un nouveau remède. Il commence par Léonard Lowe. Quelques jours plus tard, celui-ci se lève et prononce ses premières paroles depuis 30 ans.

Cette histoire vraie, le Dr Sacks l'a retracée dans "50 ans de sommeil" (Seuil, 1987). Et le voilà conseiller technique dans l'adaptation de Penny Marshall qui a choisi deux talents de choc, Robin Williams et Robert de Niro, pour les rôles du médecin et du malade. Deux personnages qui se comprennent, car ils se ressemblent. L'un complètement enfermé dans sa timidité et sa vie professionnelle, l'autre dans son corps figé. Quand le médecin libère Léonard, grâce à son nouveau traitement, il se libère lui-même en prouvant qu'avec passion et obstination, on peut se dépasser. Et que, contrairement à l'opinion de ses confrères, les psychotiques ne sont pas incurables.

Robert de Niro sait tout faire. Peut-être même, ici, en fait-il un peu trop, côté tics et contorsions. Robin Williams également, avec cette tendance au lyrisme qui a fait le succès du "Cercle des poètes disparus", la musique soulignant généreusement ses succès thérapeutiques. Préparez vos mouchoirs ! Sortie le 20 février.

C. P.

▼ *Robert de Niro et Robin Williams*



TV

CULTURES

Nicole Courcel possède une abondante garde-robe des meilleurs couturiers, Bernard Fresson s'agite, Judith Magre complote, Philippe Rouleau joue les traîtres, Evelyne Dandry s'inquiète, Klaus Grunberg tire sur ses larges bretelles : que retenir du premier épisode de "La Milliardaire" tournée par Jacques Ertaud ? Une suite de clichés soulignant que notre télévision, quand elle s'attaque à un "grand sujet" -ici les luttes d'une veuve pour conserver une multinationale convoitée par les méchants- n'arrive pas à trouver la brutale efficacité des séries américaines. Dans "Dallas", les salauds le sont vraiment alors que dans "La Milliardaire" les affreux donnent l'impression de ne pas trop y croire (A2).

Quelles sont les qualités d'un feuilleton ? Ton, rythme, dépaysement, caractères, rebondissements, distribution. Tout cela se retrouve dans Félicien Grevéche de Michel Wyn rediffusé par A2. Sylvain Joubert signe un vrai scénario et devient ce médecin installé, après la Commune de Paris, dans le Haut-Languedoc. La France profonde de la fin du XIXe siècle revit avec un sombre éclat.

Bernard Pivot dans son "Bouillon de culture" (A2), après avoir donné la parole au caracolant et imaginatif Jean-Paul Goude, responsable du mémorable défilé du 14 juillet 1989, engagea un débat sur "De Dallas à CNN, la voix de l'Amérique", avec Danielle Sallenave, Florence Dupont, Jacques Lanzmann, Daniel Karlin, Jean-Christophe Averty. Chacun s'appliqua.

Les discussions à la mode pivotine sont loin des empoignades de "Droit de réponse" de Michel Polac. Polac, avec jubilation, en utilisant tous les ingrédients, ajoutait des fagots pour attiser le feu alors que Pivot, avec courtoisie, cherche à calmer le jeu, à éviter les débordements. Polac voulait une soirée dans la grange. Avec Pivot, on reste dans le salon. On sait, déjà, que Bernard Pivot est redevenu l'alibi de la bonne culture sur le petit écran.

"102, boulevard Haussmann" (La 7 sur FR3) n'est-il pas le dernier attentat en date contre Marcel Proust ? Sûrement, car ce téléfilm britannique d'Alan Bennett avec Alan Bates a la prétention de nous montrer, en 1916, Marcel l'unique écoutant un quatuor interpréter du César Franck. Soporifique et insipide.

"Les Cinq dernières minutes", dimanche vers 20 h 50, redonnait (A2) "La Quadrature des cercles", avec Jacques Debary, Claude Villers, Jacques Duby, Marcel Eyraud, Pascale Vignal. Du bon boulot soigné. A quand de nouvelles "Cinq dernières minutes" ?

P.Y.

une contrebasse pour la liberté

Charlie Haden a toujours un magnéto sur lui. Sait-on jamais ? Qu'un chant révolutionnaire espagnol ou un hymne de l'ANC lui passe à portée d'oreille, et hop ! il s'imprègne des incantations insurrectionnelles.

Véritable conscience politique du jazz, révolté par le racisme ambiant des rues de New York, le Liberation Music Orchestra est, pour Haden, le moyen d'enfoncer la vanité du monde sous un déluge de notes. Pour le troisième album du légendaire LMO, le contrebassiste préféré d'Ornette Coleman a collecté un florilège de chants traditionnels latino-américains ou sud-africains. La basse de Haden (c'est plus fort qu'elle...) grince et geint en chœur avec les compagnons d'Eden Pastora ou de Dolores Ibarruri.

Sur le sentier lumineux de son jazz, Charly Haden ne chemine pas seul. Ses fidèles guérilleros du premier LMO l'accompagnent : Paul Motian, Dewey Redman, Sharon Freeman, Mick Goodrick pour le noyau dur. Mais par un prompt renfort "Dream keeper" se trouva agrémenté de la présence du saxophoniste Brandford Marsialis, du percussionniste Don Alias et du flûtiste Juan Lazzaro Mendolas.

Haden s'est même payé le luxe d'engager "L'Oakland Youth Chorus", en hommage à Martin Luther King. Enfin, Carla Bley, la muse, la passionaria du big band est au rendez-vous. Comme toujours, elle arrange de façon magistrale des morceaux des quatre coins du monde. L'air de rien, la pianiste mêle et alterne ses compositions avec des chants révolutionnaires du Venezuela, du Salvador ou d'Espagne.

L'équipe de Haden associe avec génie la solennité de "Nkosi sikelel'i Afrika" (hymne de l'ANC) avec le swing léger d'un sax alto ou ténor. A grands coups de fondu, on passe du tintamarre d'une fanfare à un dialogue complice entre les balais de Paul Motian et les pistons de Joe Daley. Contrebasse à la main, la fleur aux ouïes, Charlie Haden, poursuit son tour du monde musical et garde le rêve vivant (1).

Six mois plus tôt, l'insatiable quinquagénaire enregistrait à Bollène (Vaucluse) un ensoleillé "In the moment" avec le pianiste René Bottlang. Un piano, une basse, le mistral : c'est tout. Haden, plus mélodieux que rythmique, accompagne à l'idéal les harmonies de Bottlang (2).

F.T.

(1) Charlie Haden and the Liberation Music Orchestra "Dream Keeper" Polydor, 847 876, 48'42", env. 110 F.
(2) Charlie Haden et René Bottlang "In the moment", Harmonia Mundi CELP C13, 62'35", env. 110 F.



▼*Charlie Haden (ci-dessous avec le LMO) sera en concert, le 20 mars, au Festival Banlieues bleues à Saint-Denis (93)*

Revue des revues

"Lire" *n° 185 - 33 F. Bernard Pivot revient, avec gourmandise, sur la non-réforme de l'orthographe en exécutant, au passage, des académiciens. Pierre Assouline enquête pour savoir "à qui appartient l'édition ?"*

"Les Temps modernes" *n° 534 - 52 F. Jean Bauberot, en évoquant les fondements de la laïcité, répond, vivement, à Catherine Kintzler qui, dans le numéro 527, s'était exprimée sur la laïcité scolaire. Un vieux débat important.*

"Terrain" *n° 15 - 60 F. Intéressant entretien avec Maurice Agulhon à propos de "Marianne dévoilée". Avner Ben Amos raconte la "panthéonisation" de Jean Jaurès et Yves Pourcher, les meetings en Languedoc de 1985 à 1989.*

"L'Ours" *n° 196 - 25 F. Les points de vue de Michel Rocard, Pierre Mauroy, Laurent Fabius, Jean Poperen, Claude Estier sur le 70e anniversaire du congrès de Tours ; un document inédit sur la préparation de ce rendez-vous fondamental par la fédération socialiste du Nord.*

"Lignes" *n° 12 - 89 F. Michel Deguy et Pierre Birnbaum offrent de solides contributions au dossier "penser le fascisme", qui reste d'une permanente actualité.*

"Politix" *n° 12 - 60 F. Les "issu(e)s de l'immigration" sont scruté(e)s avec pertinence dans ces pages consacrées à "identités, mobilisation et représentations des jeunes d'origine maghrébine". Pour réfléchir.*

"Cahiers de la Différence" *(n°9/10). Plusieurs beaux textes à relever. Maurice Girodias : "Sur James Joyce" ; un inédit (en français) de Henry James : "Rose-Agathe" ; Jean Pavans : "Hector Berlioz, un art de la fiction". Et, dans le cahier illustré, une série de bronzes de Sosno. 112 p., 98 F.*

P.Y.

la Dame de chez...

La môme Crevette célèbre héroïne de la pièce fétiche de Feydeau "La Dame de chez Maxim" peut-être fière d'elle. Après avoir triomphé aux Amandiers à Nanterre, interprétée par Dominique Valadié, elle descend à Montpellier au théâtre des Treize Vents, les 26,27, et 28. ☎ 67.64.14.42.

A Paris, elle continue sa brillante carrière sous les traits de Anne-Marie Chazel, au théâtre Marigny. ☎ 41.56.04.41.

N.A.

PAGES CULTURE ETABLIES PAR
Jacques Garat
avec Nicole André (théâtre)
Claude Polak (cinéma)
Frédéric Taddéi (jazz - variétés)
et Pierre Ysmal (télévision, revues)

... EN BREF...

■ **Ouverture d'une librairie d'art pour enfants au Louvre. L'année dernière, 750.000 enfants ont visité le musée. Pour eux, un grand espace librairie en forme de coque de bateau vient d'être aménagé. S'y trouvent livres, jouets, masques, puzzles, matériel de dessin, posters, etc.**

■ Le plus énigmatique, le plus mystique des leaders de free-jazz : Sun Ra, fera un retour remarquable au festival "Banlieues bleues" à Montreuil, le 11 avril.

■ **Chorégies d'Orange 1991.**
- Le 19 juillet : IXe symphonie de Beethoven, avec Margaret Price, Hanna Schwarz, José Van Dam, Gary Lakes et l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Marek Janowski.
- Le 20 : "Elektra" (R. Strauss) avec Gwyneth Jones et Léonie Rysanek.
- Le 3 août : "Aïda" (Verdi) avec Aprile Millo et Simon Estes, dir. Michel Plasson.

■ La plus fréquentée des salles de cinéma françaises a été, en 1990, "La Géode", à la Cité des Sciences de la Villette, avec 1.100.000 spectateurs. Projets : une "Géode" à Lille, trois nouveaux films et (ouverture en mai) le "Cinaxe", simulateur en vol d'une capacité de 60 personnes.

■ **Prochain Festival de Cannes : du 9 au 20 mai. Roman Polanski sera le président du jury.**

■ Prochaine Nuit des Césars : le 9 mars. Présidente : Sophia Loren.

■ **Jean-Christophe Averty à la Comédie Française. Mais hors des murs et comme metteur en scène de "On purge bébé" (Feydeau), aux Bouffes-du-Nord, du 11 avril au 29 juin.**

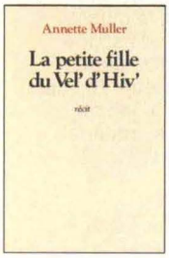
■ Aretha Franklin doit être bien triste. Son inspirateur, le révérend James Cleveland, considéré comme le roi du gospel, est mort le 9 février, à 59 ans. Compositeur, arrangeur, chanteur et pasteur, il fut l'auteur de plus de 400 chansons dont "The Love of God" et "Peace be still".

■ **Après l'immense succès du Bataclan, il y a trois ans, Jane Birkin relance la roulette au Casino de Paris à partir du 14 mai pour une semaine. Tous à vos mises, rien ne va plus !**

■ Le seul légionnaire à ne pas avoir les portugaises ensablées, Serge Gainsbourg, serait en train de préparer une suite à "You're under arrest", dixit sa maison de disques !

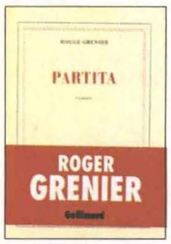
post-scriptum

ANNETTE MÜLLER :
"La petite fille du Vel d'Hiv"



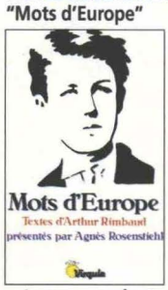
Lorsqu'un car de police est venu les chercher au camp de Drancy où ils avaient passé plusieurs jours de cauchemar, Annette, qui avait neuf ans, et son petit frère pensaient qu'on les ramenait à la maison. Ils feraient la surprise de leur retour aux deux petits frères, se cacheraient sous la table pour faire enrager leurs parents. Mais quand ils se retournèrent, ils virent que les gendarmes qui les accompagnaient pleuraient en les écoutant. Alors, Annette et Michel comprirent qu'ils ne rentreraient pas à la maison.
Personne d'autre que ceux qui ont vécu la rafle du Vel d'Hiv n'a le droit d'en faire le récit. Un droit qui est plus que jamais un devoir. Mais que ce récit est poignant !
Denoël, 130 p., 75 F.

ROGER GRENIER :
"Partita"



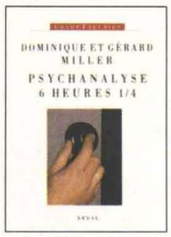
Si Roger Grenier était un instrument de musique, il serait un alto. Du timbre de voix qui porte le même nom il aurait une couleur de bronze changante, du violon, il conserverait le jeu agile ; au violoncelle, il prendrait son voile désappointé.
"Partita", c'est Roger Grenier tel qu'en lui-même. Un anti-héros, poursuivi par une fatalité qui n'en est une que dans son esprit ; mécontent de soi et passant aux yeux des autres pour un raté. C'est la musique sur qui repose tout ce qui est positif et dynamique dans ce récit. Mais Baudelaire a écrit : "la musique creuse le ciel" "et Michel Mailhoc ne se souvient que de cela.
Gallimard, 192 p., 82 F.

AGNES ROSENSTIEHL :
"Mots d'Europe"



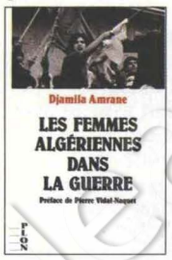
C'est également l'année Rimbaud. En matière de centenaire, Arthur a tout à apprendre de Wolfgang : il n'en est qu'à mi-course.
Ebouriffant petit livre que celui-ci. En exergue cet extrait de "Une saison en enfer" : "Pas une famille d'Europe que je ne connaisse. J'entends des familles comme la mienne, qui tiennent tout de la Déclaration des droits de l'homme." Et, partant de là, avec des poèmes intercalés, en français et dans une des quelque cinquante langues européennes, s'ouvre comme une étonnante bande dessinée. Cinquante petits personnages nous disent chacun dans leur langue "A noir, E blanc..." et la suite. Ou "J'ai tendu des cordes de clocher à clocher." Et la corde, qui va de clocher en minaret et de tour en campanile. Rimbaud européen.
Seuil - Point virgule, 100 p., 32 F.

DOMINIQUE ET GÉRARD MILLER :
"Psychanalyse 6 heures 1/4"



Souvenirs, obsessions, frayeurs, fantasmes, cas à cas, les Miller nous entraînent dans la psychanalyse au quotidien qui ouvre chaque heure la porte de son cabinet sur une vie et un mal d'être. Vingt analyses retracées anonymement et racontées en ce qu'elles peuvent avoir d'éloquent et d'infime.
Un aperçu à la fois poignant et passionnant de quelques inconscients ordinaires et de leur cheminement en analyse.
Le Seuil, 224 p., 89 F.

DJAMILA AMRANE :
"Les Femmes algériennes dans la guerre"



Danièle Minne se trouvait à la une des journaux dans les années 50. Française, elle avait rallié les maquisards algériens, combattu avec eux jusqu'à être capturée et emprisonnée plusieurs années.
Aujourd'hui, elle est algérienne. Elle s'appelle Djamila Amrane. Maître de conférences à l'université d'Alger, ce livre constitue sa thèse de doctorat : l'engagement des femmes algériennes (elles furent 300.000) leur origine, leur statut antérieur, leurs motivations, leur rôle. Des témoignages très durs. Et aussi un certain désenchantement, quant à la place reconnue ultérieurement aux femmes.
Plon, 302 p., 140 F.

JACQUES-A. BERTRAND :
"Higelin"



"Higelin est mort, qui dit mieux ?" Ce bouquin commence comme une mauvaise blague, une biographie avant l'heure. Mais, l'amertume disparaît lorsqu'on lit un certain Jacques H. s'autoqualifier -post mortem- d'hybride démago entre Elvis Presley et Charles Trenet : un fou-rockant.
L'observant, Jacques A. Bertrand, et l'observé, Jacques Higelin, ne voulaient pas d'une bio enquiquinante qui commence par une date de naissance et finit par des éloges faciles. Rien n'est convenu, tout est imprévu. Jacques B. au pinceau, Jacques H. à la palette.
Bernard Barrault, 190 p., 198 F.

ARTHUR H. :
"Arthur H."



"Higelin est mort, vive Higelin !" Après Jacques, voici Arthur, Arthur H. évidemment. H. un point c'est tout, enfin... c'est tout pour l'état-civil car, en ce qui concerne le talent et la voix, Arthur se pose un peu là.
En compagnie du batteur Paul Jothy et du contrebassiste Brad Scott, il a rempli sans faiblir le Pigall's pendant un mois. Il serait facile de tartiner sur les parentés avec d'autres blue-seurs comme Paolo Conte ou Tom Waits, sur les similitudes avec papa Jacques H., mais Arthur a trop d'avenir pour être enchaîné à de telles références. "Y a un homme/qui suit/son petit bonhomme de ch'min/son p'tit bonhomme/qui se nomme/Arthur."
Polydor 843 545-2 58'04" env. 110 F.

BEETHOVEN-BRAHMS :
"Trios"



Un "enregistrement historique". Non pas à cause de son âge : tout juste quarante ans. Mais parce qu'on n'a jamais atteint, dans un trio, autant de justesse et d'élégance.
Adolf Busch au violon, son frère Hermann au violoncelle se joignent à Rudolf Serkin au piano. Deux trios : dans celui dit "des Esprits", de Beethoven, le largo constitue un moment d'éternité ; le n° 2 de Brahms est tout en fluidité, en intuition. Véritablement un témoignage.
CBS, 46447, 50'53", env. 85 F.

JEAN GILLES :
"Requiem"



Un des chefs-d'œuvre du XVIIe siècle.
Musique louis-quartorzienne, mais composée loin de Versailles, à Toulouse précisément. Ce qui permet une si heureuse combinaison du théâtral et du spirituel. La "Marche funèbre" de l'entrée, au rythme pointé, est impressionnante. L'interprétation de Ph. Herreweghe et de la Chapelle Royale constitue une réussite.
Harmonia Mundi, 901341, 67'49", env. 125 F.

Agenda

Classique

AVIGNON
"Le Retour d'Ulysse dans sa patrie" (Monteverdi). Opéra, les 24 et 26. ☎ 90.82.23.44
LYON
Orch. de la Suisse romande, dir. A. Jordan (Prokofiev, R.Strauss). Aud. M. Ravel, le 28, 20h30 ☎ 78.60.37.13
MARSEILLE
J. Starker (violoncelle) avec l'O. P. de Marseille, dir. S. Baudo (Schumann, Chausson). Opéra, le 22 à 20h30. ☎ 91.55.04.36
METZ
"Le Maître de chapelle" (Cimarosa) et "Le Rossignol" (Stravinsky). Théâtre, les 22 et 24 ☎ 87.75.40.50
NANCY
"La Fille de Madame Angot" (Lecocq). Opéra, du 28 au 3 mars ☎ 83.32.04.43
PARIS
• Festival "America". La musique américaine du XXe siècle. Onze concerts jusqu'au 4 mars. Théâtre des Champs-Elysées. ☎ 47.20.36.37
• Jean-Philippe Collard et l'Orch. nat. de France, direction M. Janowski (d'Indy, Saint-Saëns, Chausson). Châtelet, le 23, 20h30 ☎ 40.28.28.40
• A l'Opéra-Bastille, première production nouvelle : "La Dame de pique" (Tchaïkovsky). Du 26 février au 23 mars. ☎ 40.01.16.16
FRANCE-MUSIQUE
"Peter Grimes" (Britten), direct du Grand Théâtre de Genève, dir. B. Bartoletti, le 23 à 20h.

Expositions

GRENOBLE
Christian Boltanski. Quinze derniers jours. Musée, sauf mardi ☎ 76.54.09.82
NIMES
Tadeusz Kantor. Galerie des Arènes, jusqu'au 17 mars ☎ 66.76.70.76
PARIS
• Rétrospective de la photographie panoramique. Palais de Tokyo, jusqu'au 20 mai ☎ 47.23.36.53
• Le monde de Proust vu par Paul Nadar. Hôtel de Sully ☎ 42.78.49.32

Jazz-variétés

NICE
Sclavis et quintette de clarinettes. 1er mars.
PARIS
• Bernard Allison à l'Espace Ornano. Le 22. ☎ 42.55.57.57
• Patrick Scheyder/Antoine Hervé/Ielda Ibrahimoua/Franck Royon le Mée. FNAC-Halles (entrée libre). Le 28 fév. ☎ 40.41.40.00
TOURS
Yves Robert Quartet au Petit-Faucheux. 28 fév. ☎ 47.38.67.62

Théâtre

PARIS
• "Bloc Notes" (F. Mauriac) avec Michel Etcheverry, Studio des Champs-Elysées ☎ 47.20.08.24.
• "Mesure pour mesure" (Shakespeare) avec I. Huppert. Odéon ☎ 43.25.70.32
VINCENNES
"Iphigénie à Aulis" (Euripide) par Ariane Mnouchkine ☎ 43.74.24.08
EN TOURNÉE
"Je ne suis pas Rappaport" (Herb Gardner), avec Jacques Dufilho et Bernard Fresson :
• Le Perreux : le 23, Centre culturel. ☎ 43.24.54.28
• Dijon : le 25, à 20h30. Grand Théâtre ☎ 80.67.20.21
• Armentières : le 26, à 20h30, le Vivat. ☎ 20.77.18.77

Cinéma

PARIS
"Le Décalogue" (K. Kieslowski) . 14 Juillet-Parnasse. ☎ 43.26.58.00
PEZENAS
29e rencontres cinématographiques : le printemps de l'Est. Du 19 au 25 fév.
SAINT-DENIS
Les acteurs à l'écran. Avec J. Weber, B. Giraudeau, L. Ullmann, M. Piccoli, C. Rampling, B. Blier et G. Massina, ☎ 42.43.47.48 (voir page club).

JEAN-PIERRE RAMPAL

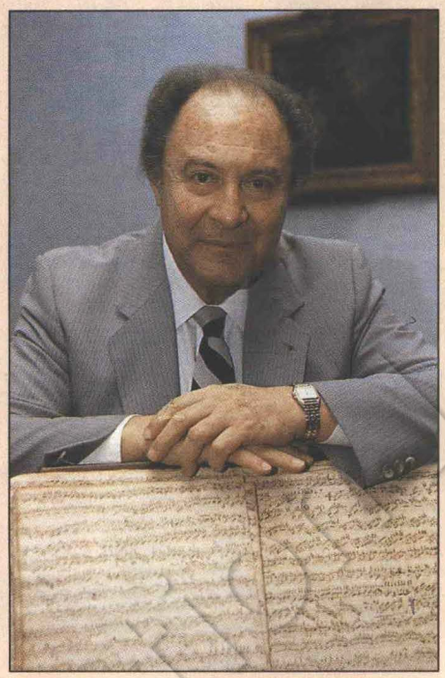
Il est le plus célèbre flûtiste du monde. Grâce à lui, la flûte a gagné ses lettres de noblesse d'instrument soliste. Il est aussi à l'origine de l'explosion de la pratique amateur de la flûte en France.

Pourquoi avez-vous choisi la flûte à une époque où il n'était pas imaginable de faire une carrière de soliste avec cet instrument ?
Mon père était flûtiste, c'était mon héros. Quand on a eu comme moi un père affectueux, d'une extrême exigeance et qui est un merveilleux flûtiste, on rêve de l'imiter. Je n'ai même pas songé à jouer d'un autre instrument. Il est vrai qu'à l'époque peu de gens pensaient qu'existait un public pour un récital de flûte ! Mais je ne suis pas un flûtomane : pour moi, la flûte n'est qu'un moyen de faire de la musique. La technique, les nouvelles flûtes japonaises, cela ne m'intéresse pas.

La flûte est aujourd'hui, l'instrument le plus pratiqué. Vous êtes à l'origine de ce succès. Comment le ressentez-vous ?
Il y a presque trop de flûtistes. La flûte est devenue un instrument de prédilection pour les jeunes. On a déjà connu ce phénomène au XVIIIe siècle. Quand on a ouvert le Conservatoire national, après la Révolution, il y avait onze classes de flûte et trois de violon. La situation s'est ensuite inversée. Aujourd'hui, les classes de flûte ont de nouveau plus d'élèves. Au XVIIIe siècle, on comprend bien pourquoi : c'était un instrument facile, il n'y avait pas de clefs, il suffisait de boucher sept trous et de souffler. Aujourd'hui, les flûtes sont plus complexes et le degré d'exigeance s'est considérablement élevé. Mais elle reste l'instrument le moins gênant pour les voisins : le son n'est pas exécrable, elle ne gratte pas comme un violon, ne corne pas comme une trompette, ne nasille pas comme un hautbois.

Vous êtes aussi à l'origine de la redécouverte de la musique baroque et, notamment, des pièces pour flûte de Bach et Vivaldi...
Après la souffrance des années de guerre, les gens ont eu besoin de cette musique précise, équilibrée, rassurante. Le monde se remettait en ordre et ce répertoire lui convenait. Les émotions qu'elle procure sont moins bouleversantes que celles de la musique romantique. Et nous avions été assez bouleversés... La flûte a beaucoup bénéficié de cet engouement, car l'époque baroque a été un véritable âge d'or. Avec mes amis de l'Ensemble baroque, nous avons exhumé des concertos qui n'avaient plus été joués depuis deux siècles !

Que pensez-vous de la mode des instruments anciens ?
Aurait-on l'idée, maintenant, de mettre des roues sans pneu à un véhicule ? Si la flûte est arrivée à la quasi-perfection actuelle, c'est parce que des gens ont consacré des dizaines d'années à trouver des clefs. Quel intérêt de jouer sur une flûte en bois fausse ?



J'aime la musique qui chante. Quand elle ne sort pas du corps d'un homme, elle ne m'intéresse pas.

En réalité, on ne peut pas recréer l'ambiance du XVIIIe : les gens n'écoutaient pas, ils étaient debout et discutaient entre eux, sans compter l'odeur, car ils ne se lavaient pas mais s'inondaient de parfums très violents. Ce devait être effroyable ! D'après les textes d'époque, les gens se plaignaient que les instrumentistes jouaient faux. Nous sommes des gens du XXe siècle, pourquoi faire moins bien que ce que nous savons faire ? Quelle conception de l'authenticité est-ce là ?

Avez-vous un musicien préféré ?
Mozart, c'est un génie effrayant, mon génie préféré. Quand je l'écoute encore aujourd'hui, je retrouve cette émotion incomparable. Ce qui ne signifie pas que je n'ai pas d'amour pour Beethoven, Brahms, Mahler...

Et la musique contemporaine ?
J'aime la musique qui chante. Quand elle ne sort pas du corps d'un homme, elle ne m'intéresse pas. La musique de Boulez a une pulsation, de la chair. Je l'aime comme celle de Stockhausen. Mais lorsqu'il s'agit de recherche scientifique...

Que pensez-vous de l'enseignement musical en France ?
La France, longtemps, ne fut pas un pays très musical. Nous avions ce complexe-là. Mais nos progrès sont déjà très anciens. Les Jeunesses Musicales de France ont fait un travail merveilleux. Les écoles de musique Landowski (1) ? C'était une gageure ! Personne n'y croyait. Nous avons commencé, nous, Français, à nous découvrir musiciens dans les années 60.

Que pensez-vous de la politique culturelle française ?
Il m'est difficile de juger, je suis peu en France. Il me semble que la musique n'est pas une priorité pour Jack Lang. En revanche, pour le cinéma et le théâtre, beaucoup de choses ont été faites.
L'Opéra-Bastille ? C'est une dépense monstrueuse. Nous avions déjà le palais Garnier et la salle Favart. Deux opéras pour une ville comme Paris, c'était déjà pas mal ! On a voulu faire un opéra populaire. Là, je suis d'accord. Mais alors, qu'on y monte des spectacles populaires : "Faust", "Tosca", "Rigoletto" ! Mais pas, comme c'est le cas, "Katia Kobanova", de Janacek, dur à avaler même pour un musicien. Sans compter les décors : de simples toiles de fond. Moi, quand je vais à l'opéra et que je vois des chanteurs devant une toile peinte et même pas en costumes, cela m'ennuie ! Ayons le courage de le dire. L'opéra doit être un rêve, une féérie.

Vous vous définissez comme voltairien, humaniste au sens du XVIIIe siècle...
Mon oncle était libre penseur. Il m'a inculqué le mépris des formalismes religieux. Je suis resté anticlérical. Mais je ne suis pas athée. Comment peut-on ne pas être croyant quand on écoute une symphonie de Mozart ?

Quand on lit votre livre (2), on a l'impression que vous n'avez connu que des bonheurs...
Je vais vous raconter une anecdote. Un jour, mon père, qui s'apprêtait à nous emmener une journée en bâteau, fit tomber ses clefs en montant. Il ne s'en préoccupa pas le moins du monde et nous passâmes une journée fabuleuse. Je n'ai jamais oublié cette leçon. Il est vrai que j'ai la chance extraordinaire de pratiquer une profession où je gagne ma vie en me faisant plaisir. Un bonheur inouï !

Propos recueillis par Patricia Jaffray

(1) Directeur de la Musique de 1966 à 1974.
(2) "Musique, ma vie", Calmann-Lévy.

AUJOURD'HUI ETRE PROF C'EST AVOIR LA POSSIBILITE DE TRAVAILLER AVEC DES ENTREPRISES. AUJOURD'HUI ON PEUT ETRE PROF AVEC UNE FORMATION TECHNIQUE. AUJOURD'HUI UN PROF DU SECONDAIRE PEUT ENSEIGNER EN FAC. AUJOURD'HUI LE METIER DE PROF A CHANGE.

Pour enseigner renseignez-vous.

Composez le 36.14 Edutel ou appelez le Ministère, Tél. : 16.1.49 95 44 44.

PROFESSION PROFESSEUR.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS.

ECOM R.C. Paris B 301 689 113

Coll. Fondation Jean-Jaurès